

ISSN 2818-9752



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de la culture et de l'éducation**

Le vendredi 4 avril 2025 — Vol. 47 N° 60

Interpellation : Coupures en éducation : l'avenir de nos jeunes
mis à risque par les mauvaises décisions caquistes

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2025

Commission de la culture et de l'éducation

Le vendredi 4 avril 2025 — Vol. 47 N° 60

Table des matières

Exposé du sujet Mme Madwa-Nika Cadet	1
Réponse du ministre M. Bernard Drainville	3
Argumentation	4
Conclusions	17
M. Bernard Drainville	17
Mme Madwa-Nika Cadet	18

Autres intervenants

Mme Amélie Dionne, vice-présidente

Mme Suzanne Tremblay

M. Sol Zanetti

Mme Marie-Belle Gendron

M. Pascal Bérubé

Le vendredi 4 avril 2025 — Vol. 47 N° 60

**Interpellation : Coupures en éducation : l'avenir de nos jeunes
mis à risque par les mauvaises décisions caquistes***(Dix heures une minute)*

La Présidente (Mme Dionne) : Alors, bonjour à tous et à toutes. Bonjour à notre charmant public avec nous ce matin. Donc, je déclare la séance de la Commission de la culture et de l'éducation ouverte.

La commission est réunie aujourd'hui afin de procéder à l'interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : Coupures en éducation : l'avenir de nos jeunes mis à risque par les mauvaises décisions caquistes.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, Mme la Présidente. M. Asselin (Vanier-Les Rivières) est remplacé par Mme Gendron (Châteauguay).

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup. Alors, conformément à l'entente prévue pour la 43e législature, le deuxième groupe d'opposition interviendra lors des troisième et septième séries d'interventions, et le député de Matane-Matapédia interviendra lors de la cinquième série d'interventions.

Donc, sur ce, Mme la députée de Bourassa-Sauvé, je vous laisse la parole pour une période de 10 minutes.

Exposé du sujet**Mme Madwa-Nika Cadet**

Mme Cadet : Merci beaucoup, Mme la Présidente. J'ai l'habitude de vous appeler Mme la Présidente en d'autres circonstances, lors de la commission spéciale sur les écrans, mais je suis... je suis heureuse qu'on ait l'occasion... puisse se voir aujourd'hui lors de cette interpellation. Salutations également, M. le ministre, merci beaucoup d'avoir accepté d'être là pour répondre à nos sérieuses questions sur les coupures dans le secteur de l'éducation, ainsi qu'aux membres de la commission, donc, d'autres membres que j'ai également... avec lesquels j'ai également le loisir de siéger sur la commission spéciale sur l'impact des écrans chez les jeunes, et mes collègues, bien évidemment, donc, des... de l'opposition... de la deuxième opposition et le député de Matane-Matapédia.

Mme la Présidente, cette interpellation a pour titre Coupures en éducation : l'avenir de nos jeunes mis à risque par les mauvaises décisions caquistes. Vous êtes... Bon, M. le ministre, c'est notre première interpellation ensemble, mais je pense que vous n'êtes pas sans savoir que, bon, le dernier budget, pour toutes sortes de raisons, était très insatisfaisant. Mais, avant d'y aller, avant d'entrer dans le vif du sujet... Et on dit au revoir à nos... à notre public de jeunes pour lesquels, en fait, on se bat aujourd'hui et pour lesquels on a... Et c'est la raison pour laquelle on va poser beaucoup de questions aujourd'hui. Donc, ce sont pour ces jeunes-là. Merci à vous.

Donc, M. le ministre, au moment où on se parle, le budget, il est encore un peu chaud, hein? Ça fait un petit peu plus d'une semaine seulement qu'on sait comment le gouvernement va investir l'argent des Québécois dans la prochaine année. La trame de fond, ce qu'on a vu dans ce budget-là, c'est un sixième budget déficitaire de la CAQ. On voit que votre gouvernement, bien, c'est un peu un multirécidiviste des déficits, on le dit souvent ici, de ce côté-ci de la Chambre, le «king» des déficits, un gouvernement qui se vante de placer l'économie au coeur de ses préoccupations mais malheureusement qui, selon nous, n'arrive pas à bien gérer l'argent des Québécois. On a vu un budget qui nous a... où la dette a explosé et le... et où, donc, le déficit, là... En fait, on a vraiment perdu le contrôle des finances publiques avec un déficit de plus de 13 milliards. On parle de 13,6 milliards de dollars de déficit.

Ça, du côté des déficits, parfois, on se dit : OK, bien, ça vient avec des services. Mais ce qu'on voit dans le... ce qu'on a vu dans le dernier budget, bien, c'est un budget où on s'éparpillait un peu partout et où on se demandait : Bien, elle est où, la monnaie d'échange pour les populations, pour la population québécoise? Elle est où, la monnaie d'échange pour les familles? Elle est où, la monnaie d'échange pour nos jeunes? On a vu, même, certains articles de journaux et certains groupes qui se sont levés lors du budget, dans nos... avec leurs réponses, là, leurs communiqués de presse en réponse au budget, en disant : Les jeunes, l'angle mort de ce dernier budget caquiste.

Donc, quand on regarde un petit peu tout ça, bien, on se dit, je veux dire : Qu'est-ce qu'on a véritablement fait avec ce déficit de 13,6 milliards? Il n'y a rien là-dedans qui permet à nos familles de joindre les deux bouts puis il n'y a rien là-dedans qui permet véritablement à notre réseau d'éclorre.

J'entends déjà le ministre de l'Éducation nous dire : Bien, c'est à cause de Donald Trump, on n'avait pas le choix, c'est un budget, là, où est-ce qu'il fallait se concentrer, là, pour faire face à la menace tarifaire. Mais, dans le fond, le ministre... Je suis sûre que le ministre, il le sait très bien, au fond de lui-même, que, quand on prend le pouvoir avec 7 milliards de surplus puis qu'on fait un déficit de 13... plus de 13 milliards, bien, ce n'est certainement pas la faute de Donald Trump. Il sait très bien pourquoi est-ce qu'on est rendus là. Il sait très bien que ce sont les décisions de son gouvernement qui ont provoqué ce déficit : Northvolt, les Kings, les chèques-cadeaux, SAAQclic, des mauvais deals, comme dirait son chef. Ils le savent, mais évidemment je ne pense pas qu'ils vont le dire publiquement.

Ça nous amène à l'éducation précisément. Je le disais un peu plus tôt, bien, dans ce budget-là, on n'a pas vu grand-chose précisément pour le secteur de l'éducation. On a été habitués à des budgets un peu plus spectaculaires, hein, en matière d'éducation l'an dernier. D'ailleurs, le budget, cette année, s'appelle *Un Québec... Pour un Québec fort*. Bien, l'année passée, c'était *Priorités Santé/Éducation*, hein, ça, on l'a vu. On pense aux maternelles quatre ans. On se dit : OK, on va investir dans le secteur de l'éducation. Mais finalement, bien, non seulement ce qu'on a vu des budgets précédents, bien, c'étaient parfois des promesses qui arrivaient puis que le gouvernement n'a pas été en mesure de tenir, mais surtout, bien, cette année, bien, ce qu'on voit, c'est... en fait, ce n'est pas... pas grand-chose, hein?

Alors, le ministre, il doit avoir un mélange d'émotions avec le budget qui a été déposé la semaine passée. Le ministre, il doit être soulagé de voir qu'il n'est peut-être pas dans le moins, mais il doit être déçu de savoir qu'il n'a pas les moyens de ses ambitions, parce que, je connais le ministre, c'est un homme ambitieux. C'est... Et je me demande s'il est... il se dit que ce budget-là lui permet véritablement de répondre à l'ensemble de ses ambitions. Au contraire... Tu sais, ce qu'on a vu, tu sais, c'est un ministre qui nous a dit, du budget du Québec 2025-2026 : Une année de consolidation en éducation. On le voit bien. Et ce qu'on... ce qu'on voit, bien, c'est ça, c'est le ministre qui nous a dit, bien, qu'on consolide dans le réseau de l'éducation cette année.

Bien, moi, je me suis arrêtée puis je me dis : Mais on consolide quoi? Quand le ministre nous dit, bien, qu'on consolide dans le secteur de l'éducation, qu'est-ce qu'on consolide? Parce que, quand on le regarde, en ce moment, le réseau, bien, ce qu'on voit, c'est une pénurie d'enseignants, c'est des écoles qui débordent, c'est du personnel de soutien à bout de souffle, c'est des écoles qui tombent en ruine, c'est des compressions majeures demandées aux centres de services scolaires juste avant Noël pour le présent exercice financier, ce sont des projets de construction et de rénovation qui ont été mis sur pause par le gouvernement pour des raisons budgétaires, c'est une augmentation de la violence dans les écoles — on voyait, d'ailleurs, un article sur le sujet pas plus tard que ce matin sur la question de la hausse de la violence dans nos écoles ici même, dans le coin de Québec — ce sont... c'est une explosion d'enseignants non légalement qualifiés, ce sont des classes qui n'ont toujours pas d'enseignant à quelques mois de la fin de l'année scolaire, c'est un taux de décrochage qui est à la hausse, qui est maintenant documenté, ce sont des ruptures de services pour les enfants avec des besoins particuliers. Puis nous, au Parti libéral, on s'est levés souvent pour parler de l'importance d'offrir des services à tous les enfants, incluant les enfants avec des besoins particuliers. On a même déposé un projet de loi sur le sujet. L'année passée, lors des crédits, j'avais posé des questions au ministre sur la question. On l'interpelle là-dessus. Ce sont des directions d'école qui sont à bout de souffle. Puis on les entend, en ce moment même, nous décrier à quel point il y a une lourdeur pour eux. Je pourrais continuer encore, tellement on en voit, des enjeux dans le secteur de l'éducation.

Donc, je répète mon point que j'ai fait un peu plus tôt. Le ministre nous a dit : Une année de consolidation. Est-ce que c'est ça, c'est ça qu'on cherche à consolider? Parce que, dans le budget, ce qu'on a vu, bien, tout le monde le sait, c'est une augmentation de 2,2 %, hein, des budgets en éducation. Puis c'est une... On... Le ministre va nous dire, va nous répondre : Bien, c'est une augmentation, elle est mince, mais c'est une augmentation pareil. Mais tous les acteurs, tous les experts du secteur de l'éducation, ils nous l'ont confirmé, là, 2,2 %, ce n'est pas assez, ce n'est pas assez. Ça ne couvre même pas, d'ailleurs, les augmentations salariales des enseignants, on va se le dire. Mais aussi on le sait, que la hausse nécessaire pour éviter les compressions en éducation, bien, c'est 4,7 %.

Donc, quand la CAQ, là... Depuis que le premier ministre, il est là, il est en poste puis il nous répète : Bien, pour nous, la priorité des priorités, c'est l'éducation, que lui, comme premier ministre, il est revenu en politique parce que c'était l'éducation qui l'amenait là, ça a été le ministère qu'il a mené dans les années... à la fin des années 90, au début des années 2000, c'est ce qu'il souhaite léguer au Québec, aux prochaines générations... Ça fait que, quand on nous dit, là, que l'éducation, c'est la priorité des priorités, bien, M. le ministre, quand moi, je regarde, là, le dernier budget qui a été adopté, le 2025-2026, moi, ce n'est pas ça que je vois. Moi, je vois un budget qui, en plus d'être largement déficitaire, en plus de nous amener dans les bas-fonds de façon historique sur le plan budgétaire... bien, on a un budget qui ne répond pas aux aspirations des Québécois puis qui ne répond pas aux aspirations de la jeunesse québécoise.

• (10 h 10) •

J'ai aussi... En plus d'être porte-parole en ce moment en matière d'éducation, moi, ça fait deux ans que je suis porte-parole pour la jeunesse. Donc, j'ai l'occasion de parler avec ces intervenants, depuis plus de deux ans, qui oeuvrent auprès de nos jeunes, qui oeuvrent auprès de nos jeunes qui sont dans... qui, parallèlement, donc, à leurs autres vulnérabilités, sont à l'intérieur de notre réseau scolaire, puis leur posent des questions. Est-ce que le budget qu'on a eu... auquel on a eu droit au cours de la dernière semaine, au cours des deux dernières semaines... est-ce que c'est un budget qui répond à ces aspirations-là? Est-ce que c'est un budget qui répond aux aspirations des gens qui oeuvrent dans notre réseau? Est-ce que c'est un budget qui répond aux aspirations de nos jeunes? Est-ce que c'est un budget qui répond aux aspirations de leurs parents? Malheureusement, la réponse à ça, c'est non.

On le sait, les gens du réseau, les parents, les jeunes, tous ceux qui sont interpellés par nos enfants, tous ceux qui se disent : Bien, moi, j'ai vraiment envie que mon gouvernement, là, si l'école était importante, que mon gouvernement s'intéresse véritablement à nos jeunes puis investisse dans cette jeunesse-là, s'assure que les infrastructures en place, s'assure que les services aux élèves soient livrés, s'assure que les... que le ministre qui est à la tête de ce paquebot, parce qu'on sait, c'est un énorme paquebot, là, on le sait, ce que vous avez à gérer, mais que, tous les jours, se lève, se dise : Bien, comment moi, je m'assure d'investir plus dans cette jeunesse-là?, parce que c'est véritablement ce qui va nous permettre de croître puis de permettre à chaque enfant d'aspirer au plus grand et de réaliser ses propres aspirations, bien, c'est un budget qui est beaucoup plus intéressant que ça, puis ils espéraient plus.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci, Mme la députée. Merci, merci. Je cède maintenant la parole à M. le ministre, également pour une période de 10 minutes.

Réponse du ministre

M. Bernard Drainville

M. Drainville : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Salutations à la députée de Bourassa-Sauvé, qui nous donne l'occasion de faire une démonstration de toutes les avancées que nous avons connues en éducation. Salutations, évidemment, à M. le député de Matane-Matapédia. Un salut tout particulier, chaleureux à mes deux collègues, la députée de Hull et la députée de Châteauguay, qui vont m'accompagner dans ce... dans cette interpellation. M. le député de Jean-Lesage, évidemment, vous êtes là. Je me dois de souligner votre présence. Et ça me fait très plaisir que vous soyez là. Je suis accompagné de mon équipe, à ma gauche, M. Pierre Tremblay, le directeur de cabinet, entouré de plusieurs représentants du cabinet, ma très chère équipe, et évidemment, à ma droite, Mme Carole Arav, la sous-ministre à l'Éducation, qui, elle aussi, est entourée d'un certain nombre de sous-ministres, que je salue, y compris la secrétaire générale du ministère.

Alors, écoutez, moi, je ne voulais pas revenir en arrière, je voulais regarder en avant, mais, Mme la Présidente, la députée de Bourassa-Sauvé, malheureusement, m'oblige à faire un petit saut en arrière pour que nous nous rappelions à quel point la situation en éducation commandait un grand rattrapage, parce que le réseau de l'éducation, il a été sous-financé par les gouvernements précédents, en particulier le gouvernement libéral précédent.

Je le rappelle, je pense, c'est important de se le remémorer, il y a une année, en 2015-2016, où, le budget de l'éducation, Mme la Présidente, en chiffres absolus, là, ils ont diminué l'argent qui allait au ministère de l'Éducation, là. Ils l'ont baissé, là. Regardez ça, là. Moins 0,5 %, là. L'austérité, là, la vraie, là. Tu prends l'argent du ministère de l'Éducation puis tu décides, là : On va couper le montant qu'on met, on ne va pas diminuer le rythme de croissance, on va carrément prendre l'argent puis on va en enlever. Bien, c'est ça qu'ils ont fait, là. Ça, c'est des chiffres officiels, là. Il ne faut jamais l'oublier. Et c'est pour ça que le ministre des Finances du temps, Carlos Leitão, il a exprimé des regrets. Il ne faut jamais l'oublier, ça aussi, là. Carlos Leitão, là, admet des regrets, là : En éducation, on aurait dû être un peu plus modérés. C'est un euphémisme. Et là il parle des compressions, qui ont fait très mal au réseau de l'éducation.

La députée de Saint-Laurent, que l'on salue, qui doit nous écouter — on salue également la famille — qui a même exprimé des regrets, elle a souhaité que le Parti libéral s'excuse pour l'opération austérité en éducation. Alors, d'entendre maintenant des représentants du Parti libéral nous reprocher une augmentation, Mme la Présidente, de 58 % du budget de l'éducation, nous autres, depuis qu'on est là, en sept ans, là, parce que c'est le septième budget, une augmentation de 58 %, Mme la Présidente... C'est ça, l'augmentation du budget de l'éducation. Le budget de l'éducation, là, il est parti à 14,9 milliards, ça, c'est le budget dont on a hérité des libéraux, et, en date du dernier budget, on était à 23,5 milliards.

D'ailleurs, Mme la Présidente, retenons deux chiffres, deux chiffres, parce qu'il va y avoir beaucoup de chiffres dans cette interpellation. Mais, s'il y en a deux qu'il faut retenir, c'est 23,5. C'est magique, Mme la Présidente. 23,5 milliards, c'est le budget de l'éducation, le budget d'opération annuel. Et 23,5, là, j'arrondis, là, mais c'est ça pareil, 23,5 milliards, c'est également le budget pour le parc scolaire, pour la construction, la rénovation et les agrandissements. C'est facile à retenir. 23,5 pour le budget de l'éducation, 23,5 pour le PQI en éducation sur 10 ans. Ça, c'est le premier chiffre qu'il faut retenir.

Le deuxième chiffre qu'il faut retenir, 100 000. Alors là, j'arrondis, encore une fois. 100 000, ça, c'est la croissance du nombre d'élèves en formation générale des jeunes en six ans, 100 000. La moitié de ces 100 000 sont nés hors du Canada. J'arrondis. C'est 47 000 quelques. 100 000 de plus au préscolaire, primaire et secondaire au Québec en six ans, la moitié nés hors du Canada. Et, sur ce 50 000 nés hors du Canada, il y en a 40 000 qui sont arrivés entre 2021 et 2024. Donc, si on veut arrondir encore une fois, dans les trois dernières années, 40 000 des 50 000 élèves nés hors du Canada qu'on a accueillis dans nos écoles du Québec depuis six ans, il y en a 40 000 des 50 000 qui sont arrivés, grosso modo, dans les trois dernières années.

Je réitère, Mme la Présidente, qu'on ne blâme pas les élèves. On ne blâme pas les enfants. On ne blâme pas les parents. C'est un choix politique qui a été fait par le gouvernement fédéral. Mais il faut tout de même constater que cette arrivée d'élèves de l'extérieur, que nous n'avions pas pu planifier, a, évidemment, mis beaucoup de pression sur nos ressources humaines, sur notre personnel, sur le nombre d'enseignants, de TES, d'éducatrices, de professionnels que nous devons avoir dans notre réseau, et, bien sûr, ça a mis une pression très importante sur l'espace, les classes. On a besoin de les scolariser, ces enfants-là, et on est fiers de les scolariser, parce qu'une fois qu'on a déploré le fait qu'il y a eu beaucoup trop d'immigration sous le gouvernement Trudeau, une fois qu'on a dit ça, ce sont des enfants dont on va s'occuper, et dont on s'est occupé, et dont je suis fier de dire que nous nous en sommes très bien occupés, Mme la Présidente.

Alors, on se retrouve, donc, avec un budget de l'éducation qui est en croissance. C'est phénoménal, Mme la Présidente, une augmentation de 58 % du budget de l'éducation en sept budgets, en sept ans, là. Je vais... je vais utiliser sept années, là, pour tout le reste de l'interpellation, ce qui inclut l'année 2025-2026, l'année du présent budget. Plus 58 % en sept ans. Alors, faites la division, là, ça vous donne une saprée belle croissance du budget de l'éducation, rendue nécessaire, notamment, par la hausse des effectifs dont je viens de vous parler.

Et cet argent-là, il a servi à quoi? Alors, je le rappelle, l'école existe pour les élèves. L'école existe pour les élèves, pour nos enfants. On a fait quoi avec cet argent-là? Bien, on a investi dans le français, 300 \$ de livres neufs par classe du primaire depuis l'année passée, des livres, essentiellement, québécois. D'ailleurs, on a vu la hausse phénoménale de vente de livres jeunesse au Québec, attribuable, en partie, en tout cas, probablement en bonne partie, à cette mesure des nouveaux livres. Parce que la lecture, c'est le premier ingrédient de la réussite scolaire, la lecture en français, évidemment.

Je peux parler de la refonte du programme de français qui est en cours, qui sera le nouveau cours qui sera introduit de façon optionnelle pour septembre prochain, de façon obligatoire pour la rentrée 2026. Je pourrais vous parler de la plateforme Allofrançais, le Alloprof du français. Tout ça, c'est des investissements dans le français, qui est l'une de nos sept priorités, à laquelle s'est ajoutée la lutte à la violence et à l'intimidation, donc, huit priorités au total.

• (10 h 20) •

Alors, on investit. Cette... Ces augmentations... Cette augmentation de 58 %, elle a servi au français, elle a servi à bonifier la formation professionnelle, à investir dans les métiers, elle a servi à créer des nouvelles voies rapides pour nos enseignants qui n'ont pas de brevet mais qui souhaitent en obtenir un. Ils sont déjà dans les classes. Ils ont un bac dans une matière qui est enseignée ou connexe. On les accompagne vers le brevet. On a investi là-dedans, donc, ce que j'ai appelé les voies rapides.

On a investi, bien entendu, Mme la Présidente, dans les aides à la classe, un gain historique. La moitié des classes du primaire, au Québec, ont une deuxième adulte depuis septembre. Historique, comme investissement. J'espère qu'on aura l'occasion d'en reparler.

On a investi dans les projets particuliers. On a créé... On a augmenté le nombre de projets particuliers dans les écoles du Québec de 9 %. Le nombre d'élèves qui sont en projet particulier a augmenté de 8 %.

On a investi aussi, Mme la Présidente, dans le PQI. Ça, c'était une de nos priorités, des plus belles écoles. Près de 100 nouvelles écoles construites au Québec en six ans, 200 agrandissements, 150 projets en cours présentement, 150, je répète, 150 projets en cours, qui avancent présentement, construction, agrandissement, sans parler des rénovations.

Et puis évidemment on investit dans l'efficacité du réseau, Mme la Présidente, parce qu'avec tous ces investissements, à un moment donné, il faut se poser la question : Comment est-ce qu'on peut faire mieux? Travailler ces investissements historiques, obtenir de... des gains supplémentaires, des écoles encore plus performantes, notamment avec l'utilisation des données, pour identifier nos élèves qui sont à risque de décrochage, pour qu'on puisse les aider avant qu'ils ne décrochent.

Argumentation

La Présidente (Mme Dionne) : Merci, M. le ministre. Nous allons maintenant débiter cette période d'échange. Donc, Mme la députée de Bourassa-Sauvé, je vous donne la parole pour cinq minutes.

Mme Cadet : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Donc, le ministre a dit beaucoup de choses dans son introduction. D'abord, j'aimerais qu'il dépose le tableau, là, qu'il nous a montré, le tableau didactique qu'il nous a montré, donc, s'il pouvait le déposer à la commission. Donc, j'en fais la demande formelle.

Ensuite, M. le ministre nous a dit que je ne donnais pas le choix de revenir en arrière. Bien, moi aussi, je vais revenir en arrière. Parce qu'il a parlé de Carlos puis il a dit, bon, qu'il aurait exprimé des regrets. Bien, moi, je me souviens quand le ministre, dans sa carrière antérieure, lui a exprimé des félicitations, en disant : Merci, Carlos, merci, M. Leitão. Il disait : Le gouvernement de la CAQ a tellement d'argent, alors, il dépense, en fait, il arrose à gauche et à droite, en tout cas, merci, M. Leitão, merci, M. Coiteux, et merci, M. Couillard. Ça, c'est le ministre de l'Éducation. Le ministre de l'Éducation, qui était animateur au 98,5, c'est lui qui disait ça. Alors, lui, il en a exprimé, des félicitations sur la manière dont on a... dont on a géré les finances du Québec. Puis c'est lui qui s'est dit : Le gouvernement de la CAQ, là, dans... le gouvernement dans lequel il se trouve en ce moment, bien, il ne sait pas bien gérer l'argent.

Donc, quand moi, dans mon introduction, je faisais des reproches au gouvernement actuel sur le déficit de 13,6 milliards qui s'ajoute au déficit de 11 milliards de l'année dernière, puis qui... puis qu'on parle de gaspillage, puis qu'on parle d'un gouvernement brouillon, bien, en fait, on fait juste reprendre les propos du ministre, de l'actuel ministre de l'Éducation à l'époque, en mars, en mars 2020, il y a quatre ans... il y a cinq ans. Donc, le ministre devrait peut-être se garder une petite gêne, donc, quand il veut parler du passé.

Autrement, Mme la Présidente, bien, le ministre a terminé sur les projets d'infrastructure. Il nous a dit : 150 projets en cours. Bien, sur combien de ces projets-là on va tirer la plug? C'est ça, la question. Parce que moi, je me rappelle d'avoir été dans une saisie de pétition, il n'y a pas si longtemps, de votre collègue de...

Une voix : ...

Mme Cadet : ...de Nicolet-Yamaska — merci — de votre collègue de Nicolet-Yamaska, où toute la communauté s'est mobilisée, parce qu'il y avait un projet qui, normalement, était en cours de réalisation, puis tout le monde s'est dit : Bien, comment ça se fait que le ministre nous a promis un projet, nous a promis une construction d'école, que tout était là et que, là, on tire sur la plug, puis qu'on tire sur l'accélérateur, puis qu'on nous dit : Bien, peut-être que ça ne répond pas nécessairement aux besoins, alors que tout le monde, incluant la mairesse du coin, est mobilisé, au point où le député de Nicolet-Yamaska a été obligé de déposer une pétition ici, en Chambre, puis que le gouvernement a voté contre cette saisie de pétition là, que j'ai été obligée, moi-même, de l'amener en séance de travail pour s'assurer qu'on en parle? Alors, quand le ministre nous dit «aucun» ici, là, moi, j'exprime des doutes.

Mais je vais revenir sur le... les infrastructures de façon générale, sur son bilan. Parce ce que le ministre, il ne... à l'intérieur, donc, de son laïus, aussi, bien, il nous parle, donc, des plus belles écoles, hein, de l'amélioration, donc, qu'on a vue, donc, de l'état de l'infrastructure, donc, depuis deux ans. Je vais vous montrer... Donc, j'ai ce tableau... Parce que le ministre, il a un tableau. Bien, moi aussi, j'en ai un, tableau, Mme la Présidente. Bien, ce qu'on voit ici, là, c'est l'évolution du parc des infrastructures en éducation depuis 2019-2020. Ce qu'on voit en 2019-2020 jusqu'en 2024,

bien, c'est une dégradation du parc des infrastructures en éducation. Les écoles de type A, B, C, ça baisse, ça baisse, ça baisse. Puis les écoles dont l'état des infrastructures est à niveau D et E, E comme «échec», bien, ce qu'on voit, c'est que ça monte, ça monte, ça monte, jusqu'à ce que, magiquement, en 2024-2025... Bien, on voit que la tendance s'est inversée, parce que, bien, on utilise la méthode caquiste, hein, on révisé la méthode d'évaluation. Parce qu'on avait entendu le premier ministre nous dire : Ah! nous, on n'y croit pas, là, la façon dont on évalue, là, l'état des infrastructures au Québec, bien, ce n'est pas vrai, ce n'est pas comme ça. Ça fait qu'on a revu la méthode, et, magiquement, ça va mieux.

Mais, Mme la Présidente, ça ne va pas mieux, l'état de nos infrastructures. Ce qu'on voit, c'est des écoles où il y a des blocs de béton qui tombent dans les classes, où il y a des coquerelles qui ont élu domicile dans les classes, où il y a des élèves d'une école primaire, à Montréal, qui n'ont pas de lumière naturelle, puis qu'on demande aux parents d'apporter des lampes. Ça n'a pas de bon sens. Puis le ministre nous a dit, ah! bien, que lui, il voulait revenir en arrière. Puis il est revenu sur le gouvernement 2014-2016. Mais, quand on regarde, là, le PQI 2022-2032, bien, qu'est-ce qui était écrit? Le portrait actuel démontre qu'une part importante, soit 59 %, du parc d'infrastructures du réseau de l'éducation est en mauvais ou en très mauvais état, et cette situation s'explique principalement par une période de sous-investissement dans les années 90 et au début des années 2000. Qui était ministre de l'Éducation à ce moment-là? C'est l'actuel premier ministre du Québec, le gouvernement... le chef du gouvernement de la CAQ, donc, le...

Donc, au ministre de l'Éducation, en ce moment, là, quand je regarde, donc, tous les projets qui sont mis sur pause, quand je regarde la dégradation de l'état de nos infrastructures, bien, je demande : Pourquoi le gouvernement, il annonce des projets d'école, puis qu'une fois que le travail est commencé il les met sur pause? Pourquoi il fait des promesses qu'il n'est pas capable de tenir?

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à M. le ministre pour une période de cinq minutes.

M. Drainville : Oui. Mme la Présidente, comment dire? Je comprends. J'ai été député d'opposition, là, ça fait que... Puis moi, je l'ai déjà dit à la députée de Bourassa-Sauvé en privé, ça ne me dérange pas de le répéter en public, moi, je la trouve bonne, la députée de Bourassa-Sauvé. Pour une députée qui en est à son premier mandat, je la trouve bonne. Bon, maintenant, on a tous des choses à travailler. Moi-même, moi, j'en ai, puis ça fait longtemps que je fais de la politique, Mme la Présidente. J'ai des choses... Il y a des choses sur lesquelles on travaille. Bon. Bon. Puis le député de Matane-Matapédia aussi puis le député de Jean-Lesage. On est des humains. On travaille pour s'améliorer. On est un processus d'amélioration continue.

Alors... Puis ce n'est pas un reproche. C'est une, comment dire, précision que je souhaite apporter au discours de la députée de Bourassa-Sauvé. Quand elle parle de l'amélioration ou... En fait, elle commence par dire : Il y a dégradation du parc immobilier, et après ça elle dit : Comme par magie, il y a eu amélioration. Elle a absolument raison de le noter. C'est vrai, ça, qu'en 2023-2024 il y avait 38 % de notre parc-école qui était considéré comme A, B ou C, donc, de qualité très bonne ou, en tout cas, certainement acceptable, disons, en bon état, et puis que, oui, l'année passée, c'est monté à 44 %. De 38 % à 44 %, c'est quand même une belle amélioration. Et, cette année, je vous... je vous le donne en mille, parce que c'est dans les documents budgétaires, on est passés de 44 % à 47 % du parc scolaire qui, effectivement, est classé A, B ou C, donc, en très bon état ou en bon état. Bon. Puis, non, ce n'est pas de la magie, Mme la Présidente. C'est qu'on a développé une méthode d'évaluation des travaux à faire qui s'est beaucoup raffinée. On a un portrait beaucoup plus clair de l'état réel du parc scolaire. Et c'est ce qui nous permet, c'est ce qui permet au ministère, parce que le politique n'est absolument pas impliqué là-dedans, c'est ce qui permet au ministère de l'Éducation, aux équipes spécialisées dans ces... dans ces domaines d'en venir à la conclusion qu'effectivement les investissements historiques que nous faisons en matière d'infrastructures ont permis une amélioration générale de la qualité du parc scolaire, du parc immobilier, qui est passé, donc, de 38 % à 47 %. C'est une bonne nouvelle, Mme la Présidente.

Et il ne faut pas laisser entendre — c'est le petit reproche que je lui fais — il ne faut pas laisser entendre qu'il y a, comment dire, une intervention magique, entre parenthèses, politique, qui expliquerait cette augmentation. La raison pour laquelle ça s'améliore, c'est parce qu'on a une connaissance beaucoup plus fine, parce qu'on a amélioré nos processus d'évaluation, et par ailleurs c'est parce qu'aussi on investit des sommes historiques qui nous permettent de commencer, justement, ce rattrapage qui a trop tardé, et dont j'impute la responsabilité aux gouvernements précédents. Parce que, oui, ce que nous menons présentement, Mme la Présidente, c'est une opération de redressement, une opération historique de redressement, une opération historique de modernisation du réseau scolaire. C'est ça qu'on fait, nous, la Coalition avenir Québec, depuis six ans. On l'a pris en très mauvais état et là on investit des sommes historiques pour le remonter. Et savez-vous quoi? On en voit les résultats et on en est très fiers.

• (10 h 30) •

Et on réussit ça avec une augmentation. Alors, en même temps qu'il faut redresser, qu'il faut compenser pour le financement, on assiste à une augmentation historique de la clientèle, d'élèves qu'il faut scolariser. Et donc elle est massive. Il y a une très forte augmentation dont j'ai expliqué la cause tout à l'heure. Et donc, oui, on investit dans la construction de nouvelles écoles, tout près de 100 nouvelles écoles mises en service depuis six ans, 200 agrandissements, 150 projets qui sont en cours.

Alors, Mme la Présidente, puis ça, c'est l'autre petit reproche sympathique que j'adresse à ma collègue, quand elle dit : Combien ne seront pas faits... Non, non, les 150, là, dont je vous parle, c'est des projets qui sont en cours, soit en cours de réalisation soit en cours de planification. Les projets avancent. Ils sont au PQI.

Et, soit dit en passant, le projet de Nicolet n'a jamais été au PQI. Je tiens aussi à apporter cette petite nuance. Le projet dont elle a parlé n'a jamais été inscrit au PQI. Je pense que c'est important de le noter. Je ne dis pas que c'est

un projet qui n'a pas sa raison d'être. Les projets, ils sont soumis par les centres de services, qui en évaluent d'abord les besoins, puis, une fois que les besoins sont établis par les spécialistes du ministère, après ça, il y a priorisation. Alors, on verra pour ce qui est du projet de Nicolet.

Alors, c'est ça, la réalité, Mme la Présidente. Nous devons être... Si on est pour se comprendre puis avoir des débats qui sont constructifs, il faut être factuels et rigoureux.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le ministre. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Hull pour cinq minutes également.

Mme Tremblay : Oui. Alors, bonjour, tout le monde. Bonjour, chers collègues, M. le ministre. Alors, moi, je... ce matin, là, je suis très fière de pouvoir prendre la parole puis parler du réseau de l'éducation. Évidemment, on le sait, je proviens du milieu de l'éducation. Puis jamais un gouvernement n'a autant pris soin de l'éducation, je tiens à le dire. Puis prendre soin de l'éducation, c'est prendre soin de nos jeunes, les jeunes qui, demain, seront l'avenir de notre Québec.

Ce matin, on a utilisé... on a utilisé certains mots, là, puis il y a le mot «spectaculaire» qui est revenu puis que j'ai entendu. Puis ce qu'on a fait, moi, je le qualifierais, justement, de spectaculaire. Puis c'est important de regarder ça dans un portrait d'ensemble, d'où on est partis puis, en si peu de temps, qu'est-ce qu'on est arrivés à faire en six ans. Ça, les chiffres parlent d'eux-mêmes. M. le ministre en a nommé énormément ce matin, d'ailleurs. Les avancées sont vraiment importantes. Le rattrapage, il est là, il est vraiment là.

Vous dire... On a parlé de quelque chose qui m'a... qui m'a touchée beaucoup, là, c'est... Dans les années, là, les... certaines années, 2015-2016, les années, là, où on était, là, au niveau de l'austérité, donc, évidemment, moi, à ce moment-là, j'étais dans les écoles. Puis on est venus parler des élèves en difficulté ce matin. Puis moi, à ce moment-là, j'étais exactement une enseignante dans les écoles où, là, on devait couper des postes. Puis quels postes qu'on devait couper? Bien, c'est les postes qui étaient auprès des élèves en difficulté. C'est ce qu'on a vécu. On devait faire des choix, Mme la Présidente. Quels choix qu'on devait faire? On devait choisir quels élèves auraient le plus de services, puis d'autres en auraient moins, parce qu'on en était là.

Quand on a parlé d'un 7 milliards de surplus, là, puis presque avec fierté, un petit peu plus tôt, là, bien, ça, c'est de l'argent qui n'a pas été où nos jeunes en difficulté. C'est des jeunes qui n'ont pas été dans notre infrastructure. Ça fait que, je ne sais pas, on ne peut pas être fier de cela à l'heure actuelle, là, parce que c'est dans le réseau de l'éducation où ça a été difficile dans ces années-là.

Vous dire qu'au niveau des élèves en difficulté, là, je suis contente de voir que le parti de l'opposition — et là je regarde le temps qui passe, j'ai tellement de choses à dire — alors, est venu dire, là : Bien, nous, là, c'est important de donner du service à tous les enfants en besoins particuliers. Bien, je suis très heureuse de les entendre sur ça ce matin, parce qu'on voit que cette préoccupation-là a évolué dans le temps. Maintenant, c'est important. Ça l'a moins été dans les années que je viens de parler.

Vous dire qu'il y a quelque chose d'extraordinaire qu'on a fait qui est venu libérer du temps aux enseignants puis aux enseignantes, puis là je parle des aides à la classe. Les aides à la classe, là, c'était une demande des profs. Les profs voulaient avoir du soutien, puis il y a des gens, dans les écoles, qui voulaient contribuer encore plus parce qu'ils avaient les capacités, ils connaissaient les élèves puis ils étaient en mesure d'apporter de l'aide aux enseignants puis aux enseignantes. En apportant de l'aide aux enseignants et aux enseignantes, ça vient les libérer, ça vient leur donner plus de temps pour les élèves en difficulté. C'est 13 000 personnes, à l'heure actuelle, là, de... qui contribuent, là, d'une façon ou d'une autre aux aides à la classe par... parce qu'ils ont plus d'heures.

Et ça, c'est venu valoriser aussi le personnel qui... qui sont dans le réseau de l'éducation. Moi, je parle des éducatrices, là, qui, maintenant... avaient des heures entrecoupées, Mme la Présidente, le matin, sur l'heure du midi. Elles étaient là le soir. Là, maintenant, elles ont des horaires réguliers, mais, plus que ça, elles contribuent à la réussite des jeunes, parce qu'elles soutiennent les enseignants et les enseignantes, libèrent de l'espace. Moi, je pense que c'est le plus beau cadeau qu'on a donné au réseau de l'éducation. Puis c'est d'être efficace aussi. C'est de bien utiliser l'expertise qui est dans notre... dans notre réseau. Donc, moi, là, je ne le dirai jamais assez.

Puis, quand on se promène... On s'est proménés, moi puis M. le ministre, sur le terrain, là. Les gens viennent nous voir puis ils viennent nous dire merci, merci d'avoir amené cette solution-là dans les classes. Puis c'est presque une classe sur deux. Puis les modèles sont différents, puis c'est ça qui est intéressant. Chaque école a adapté, là, sa façon, dire : Moi, les aides à la classe, c'est là que j'en ai de besoin. On a laissé, en plus, de la... de la flexibilité au réseau de l'appliquer, le modèle, comme il le souhaitait. Ça fait que, d'une école à l'autre, les aides à la classe, on les utilise selon les besoins.

Alors, tout ça pour vous dire que, pour moi, là, c'est clair que c'est une énorme fierté. C'est une façon de valoriser. C'est un investissement qu'on a fait dans notre réseau puis qu'on parle... Il n'y aura jamais assez. Puis ça vient aider qui? Nos jeunes en difficulté. Puis on a ajouté aussi, là, des ressources pour venir aider nos jeunes.

Alors, Mme la Présidente, je pense qu'au niveau, là, de... du soutien aux enseignants, des enfants en difficulté... Puis, on le sait, là, les besoins sont énormes, là. Je ne peux pas nier que les besoins ne sont pas là, et tout ça, là. Ils sont présents, les besoins. Mais de dire qu'on n'en a pas été préoccupés, Mme la Présidente, ça, c'est totalement faux.

On va continuer de le faire. Je pense qu'on le fait bien. On le fait par différents moyens, qui ont été nommés par M. le ministre, là. Il y a Alloprof. On vient contribuer, soutenir les élèves en difficulté.

Je vais revenir plus tard parce que, vous voyez, j'ai énormément de choses à dire. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, Mme la députée. Nous allons débiter cette deuxième série d'interventions. Donc, Mme la députée de Bourassa-Sauvé, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Cadet : Merci, Mme la Présidente. D'abord, je n'ai pas eu de réponse à ma question, parce que moi, j'ai terminé mon dernier bloc en demandant pourquoi... pourquoi est-ce que le gouvernement brisait ses promesses, pourquoi est-ce que le gouvernement mettait de l'avant des projets de construction d'écoles, et là, woup, woup, woup! on les met sur pause puis on les... on arrête des projets de rénovation parce qu'on a mal budgété le tout. Moi, c'est ça, la question que j'ai posée au ministre de l'Éducation dans le dernier bloc, mais il nous a répondu : Nous, on est fiers, on se pète les bretelles, on est fiers, donc, de tous les projets qu'on a mis de l'avant.

Puis le premier... le premier ministre... le ministre de l'Éducation nous a dit : On fait un redressement. Bien, je vous ai nommé ce qui se retrouvait au PQI 2022-2032, puis c'est drôle, hein, parce que, ce bout de texte là, on ne l'a pas retrouvé au PQI suivant. Ça aussi... Ça, ce n'est pas non plus une intervention magique, M. le ministre? Quand je vous disais qu'on pouvait lire, dans le PQI 2022-2032, puis que, magiquement, là, cette... cette phrase-là, elle a disparu, que le portrait actuel démontre qu'une part importante du parc d'infrastructures du réseau de l'éducation est en mauvais ou très mauvais état et que cette situation s'explique principalement par une période de sous-investissement dans les années 90 et au début des années 2000... Donc, quand le ministre de l'Éducation nous dit que ce qu'il fait, c'est un redressement, bien, c'est un redressement de son propre premier ministre, d'abord et avant tout.

Ensuite, la députée de Hull nous a parlé de... bien, nous a parlé, donc, d'éléments qui étaient spectaculaires. Bien, au-delà de... Moi, ce que j'ai dit, là, précédemment, là, moi, ce que je trouve spectaculaire, bien, c'est justement le nombre de projets mis sur pause. Ce que je trouve spectaculaire, parce qu'on a parlé des enfants avec des besoins particuliers, puis je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas de préoccupation, Mme la députée de Hull, ce que j'ai dit, c'est qu'il y a des bris de service, ce que je trouve spectaculaire, là, c'est le nombre d'enfants qu'on n'est pas capables de scolariser, qui sont en bris de service.

Puis maintenant, en ce qui a trait à l'état de nos infrastructures, le ministre nous a aussi mentionné tantôt que... donc, que ça s'était amélioré, puis on nous a même répété, là, qu'on allait sur le terrain. Bien, moi, je pense que les... le ministre puis les députés du gouvernement doivent aller un peu plus souvent sur le terrain puis voir dans d'autres écoles comment ça se passe, parce que ce qu'on entend, nous, sur le terrain quand on se promène, c'est que le gouvernement trouve que les gens exagèrent.

Vous vous rappelez, on a été obligés d'aller chercher des photos, là. La députée de Saint-Laurent avait demandé aux gens du réseau : Montrez-moi des photos de comment ça se passe, parce que le premier ministre trouvait qu'on exagérait. En Outaouais, là, dans une école où est-ce qu'il y a des coquerelles, on leur a dit : Bien, coudon, vous exagérez. À partir de combien de coquerelles on est censés... on est censés se plaindre, on a le droit de se plaindre de l'état de nos infrastructures, à partir de combien? Est-ce que le ministre, lui, il est fier qu'il y ait des dalles de béton qui tombent dans des écoles de sa propre circonscription?

• (10 h 40) •

J'en viens à l'autre point, parce que le premier... parce que, justement, donc, la députée de Hull a parlé de l'importance des services aux élèves. Bien, c'est justement un élément qui préoccupe beaucoup de parents puis beaucoup d'intervenants du réseau, parce que les gens se disent : Bien, comment ça se fait qu'on a eu droit à des coupures de 200 millions juste avant Noël? Donc, le 13 décembre, à quelques jours des vacances de Noël, on a convoqué les directeurs généraux des centres de services scolaires, pas pour un dîner de Noël, là, mais pour leur dire : Voici votre cadeau, des compressions de 200 millions à mettre en place d'ici le 31 mars, là. Ça, c'était lundi passé. 200 millions.

Concrètement, là, dans le député... dans le comté de la députée de Rivière-du-Loup—Témiscouata, bien, c'est 800 000 \$ à couper pour le centre de services scolaire de Kamouraska—Rivière-du-Loup. Dans le comté de la... du député de Matane, de... le centre de services scolaire Monts-et-Marées, c'est 553 000 \$. Député de Jean-Lesage, 3,7 millions, le centre de services scolaire de la Capitale. Le centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries, le centre de services scolaire qui... qui couvre, là, des... le territoire de la députée de Châteauguay, 3,2 millions. Vous comprenez, là, que c'est énorme. Dans le comté de Hull, c'est 2,2 millions à couper dans son centre de services scolaire. Dans le comté du ministre, 3 millions. Dans mon comté, c'est 4,6 millions.

Vous comprenez, là, qu'ici, là, les... Ça a été absolument improbable, là, ce qu'on a demandé au directeur général de centre de services scolaire. Puis, ces coupures-là, le ministre nous a dit, puis la députée de Hull vient de répéter : Non, nous, l'important, c'est de s'assurer d'offrir des services aux élèves. Mais ici, là, il y a des coupures qui ont touché précisément le service aux élèves : cessation des activités de francisation aux adultes, vente... fin de contrats, optimisation du chauffage, ventilation, réduction des achats pour fournitures et en matériel. On pourrait en nommer une tonne, mais on n'a pas beaucoup de temps, Mme la Présidente.

Donc, vous comprendrez, là, qu'ici... Ça, c'est juste les coupures pour lesquelles nous sommes au courant, mais est-ce qu'il y a eu d'autres coupures dans les centres de services scolaires? Quand on nous dit que, non, non, non, ça, ce sont des montants pour optimiser, là, la gestion des fonds publics, mais que ça ne touchera pas aux services aux élèves, parce que nous, à la CAQ, on ne fait pas ça, on ne touche pas aux services aux élèves, bien, les gens sur le terrain, ils sont en désaccord avec ça, M. le ministre. Est-ce qu'il y a eu d'autres coupures dans les centres de services scolaires? On sait qu'il y a des projets qui sont sur pause, mais, au niveau du fonctionnement, est-ce que le ministre est capable de nous dire s'il a demandé plus de 200 millions en coupures en 2024?

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à M. le ministre pour une période de cinq minutes.

M. Drainville : Bien oui. Merci, Mme la Présidente. Alors, petits chiffres, là. En 2017-2018, savez-vous combien est-ce que nos amis libéraux ont investi pour la reconstruction d'écoles, Mme la Présidente? Donc, reconstruction

d'écoles, ça, ça tombe dans le budget du maintien d'actif. Il y a le budget de maintien, il y a le budget de bonification. Les reconstructions d'écoles, parce qu'on remplace un actif, ça tombe dans l'enveloppe maintien d'actif. Alors, 2017-2018, nos amis libéraux ont investi 13,5 millions pour reconstruire des écoles, 13,5. En 2024-2025, savez-vous combien est-ce qu'on a investi pour reconstruire des écoles, Mme la Présidente? Ça, c'est juste pour illustrer l'état de désuétude du parc scolaire dont on a hérité, là, parce que, je vous le rappelle, la date de construction moyenne d'un... d'une école au Québec, c'est l'année de l'Expo, c'est 1967. Alors, en 2017-2018, ils investissent 13,5. En 2024-2025, on a investi 766 millions pour reconstruire des écoles — c'est un chiffre qui est provisoire — 57 fois plus.

Quand je vous dis, Mme la Présidente, là, que les gouvernements précédents ont été mauvais, mauvais pour entretenir le parc-école, là, là, on en a un exemple patent, pas 10 fois plus, pas 20 fois plus, pas 30 fois plus, 57 fois plus pour reconstruire des écoles. Alors, elle veut me parler d'écoles qui tombent en ruine. Bien, merci beaucoup au Parti libéral, parce que c'est leur héritage, ça. Alors, nous autres, on répare, Mme la Présidente, puis on investit pour corriger, justement, réparer les pots cassés, les écoles cassées.

Maintenant, Mme la Présidente, sur les aides à la classe, quel beau plaidoyer de ma collègue de Hull, qui, je vous le rappelle, est issue du milieu de l'enseignement. Elle sait c'est quoi, là, une classe, elle, là, là. Elle pourrait vous en parler, là, longtemps, longtemps.

J'attire votre regard et votre écoute sur ce formidable reportage diffusé dans *Le Journal de Québec*, *Journal de Montréal* le 24 décembre 2024, *Une journée dans la vie d'une «aide à la classe»*. Et là on nous parle de Mme Laurence, l'enseignante, et de Mme Geneviève, l'éducatrice, qui, donc, a eu plus d'heures, parce qu'elle reste éducatrice, mais elle devient aussi aide à la classe pendant une dizaine d'heures par semaine. Et là il y a ces citations absolument extraordinaires : «Pendant que l'enseignante aide des élèves de façon individuelle, l'éducatrice s'occupe de tout le reste : vérifier les signatures de parents, s'assurer que les jeunes suivent les consignes.» Et là vous avez l'enseignante qui dit ceci : «Ça a l'air niais, mais, toutes ces cinq, 10 minutes sauvées ici et là, accumulées sur cinq périodes — cinq périodes de la journée — on peut pratiquement gagner 40 minutes d'enseignement par jour. Je me sens moins surchargée.» Et elle peut ainsi se concentrer davantage sur le cœur de son travail, c'est-à-dire enseigner, «et le faire mieux». C'est elle qui parle, on est entre guillemets ici, «et le faire mieux». L'éducatrice, qui dit : «Des fois, je fais juste relire la question avec un élève, et il va débloquent. Pourtant, je n'ai fait que répéter. Te souviens-tu, ce que Mme Laurence a dit tantôt? Et ils vont le trouver par eux-mêmes.» Elle gagne 40 minutes sur cinq heures d'enseignement, Mme la Présidente. Cinq heures d'enseignement par jour, elle va gagner un 40 minutes grâce à cet investissement historique des aides à la classe, un investissement d'au-dessus de 100 millions par année, récurrent.

C'est à ça qu'il sert, l'investissement en éducation. C'est à ça qu'ils servent, les sommes d'argent qu'on augmente d'année en année, le milliard de plus qu'on augmente dans le budget de l'éducation avec le budget, là, le dernier budget qui vient d'être déposé. Parce que, Mme la Présidente, elle parle du 2,2 %. Ah oui! Moi, je vais parler du milliard. Le budget de l'éducation, il augmente de plus de 1 milliard. On passe de 22,4 à 23,5 milliards en éducation au Québec. C'est ça, l'investissement qu'on fait. Puis il faut regarder, comme je le disais tout à l'heure, sur la durée. Sur la durée, sur sept budgets, plus 58 %. Alors, oui, ça sert à des initiatives absolument extraordinaires comme les aides à la classe, et évidemment on en est très fiers.

La Présidente (Mme Dionne) : Nous allons maintenant débiter cette troisième période d'intervention. Alors, je cède la parole au député de Jean-Lesage pour cinq minutes.

M. Zanetti : ...le dernier budget de la CAQ en éducation, là, puis en général, c'est un budget d'austérité, là. 2,2 % d'augmentation des dépenses, en... des coûts de système, ça, ça va vouloir dire qu'il y a du monde qui vont devoir se dire : Où est-ce qu'on coupe? Parce qu'ils ne pourront pas faire la même affaire avec l'argent qui leur est alloué. Déjà, ils ont dû éponger, là, ce que le gouvernement avait, disons, le culot d'appeler un effort, là, budgétaire à faire, mais l'équivalent de 1,6 milliard de coupures si on inclut toutes les coupures en construction, rénovation d'écoles, en francisation aussi. Évidemment, là, on peut s'obstiner sur les... sur les mots. Le ministre va dire : Ce n'est pas des coupures, c'est des efforts, puis patati, puis ça, ce n'est pas de l'austérité, l'austérité, c'est quand on coupe telle affaire, comme il a dit tantôt. Mais, au bout de compte, les gens, ils voient la différence, là. C'est que ça va mal aller puis ça va mal.

Dans le système d'éducation à l'heure actuelle, il y a des profs qui sont surchargés, il y a des profs qui sont épuisés. Malgré les anecdotes qu'on peut donner d'une telle qui a eu une aide à la classe puis que ça l'a aidée, puis c'est... Tant mieux, c'est formidable. Je peux lancer des fleurs si vous voulez. Mais le portrait global, il n'est pas rose. Il y a du monde qui quitte la profession. Il y a des difficultés de rétention, difficultés d'attraction. Il y a des écoles qui sont surchargées. Il y a des sorties qui sont annulées. La culture prend le bord. L'intégration des élèves autochtones prend le bord. L'intégration des élèves issus de l'immigration prend le bord, manque de soutien aux élèves.

Et, dans un contexte comme celui-là, parce qu'on peut faire aussi l'histoire des 50 dernières années du Québec puis de toutes les politiques d'austérité, là, du PQ au Parti libéral, jusqu'à aujourd'hui avec la CAQ, là, ce n'est pas ça qui va nous aider. La conjoncture qui s'en vient devant nous, elle est grave. Il y a un gouvernement canadien, de trop, certes, mais un gouvernement canadien qui a 60 milliards de déficit qui va probablement être réduit à zéro en trois ans. Je sais qu'ils ne sont pas supposés de se mêler de l'éducation, là, puis de l'enseignement supérieur, puis de la santé, là, mais ils le font pareil, et ce ne sera pas sans conséquence sur l'État québécois. Puis, en plus, ils veulent réduire les impôts. Vous imaginez-vous ce qui est devant nous en termes de destruction des services publics, de réduction des services, de réduction de la solidarité, de réduction du partage de la richesse au Québec?

• (10 h 50) •

Et là on a un gouvernement de la CAQ qui s'en va réduire un déficit de 14 milliards... presque 14 milliards en quelques années sans évaluer la possibilité même d'augmenter les revenus de l'État. Ah! bien sûr, il y a la pensée

magique, ah oui! ce que la CAQ pensait faire au début puis qui a clairement échoué en sept ans, là, l'idée de dire : On va couper la taxe scolaire, redonner 40 \$ par propriétaire, en moyenne, par année, puis là, là, ça, ça va tellement stimuler l'économie que ça va augmenter les revenus de l'État, puis là on va pleuvoir sous l'argent, puis on va investir encore plus. Mais réalisez-vous que ça n'a pas marché? On le savait, c'était un dogme.

Mais là, je veux dire, il faut être capables de faire le bilan de ça. Et là ce qui s'en vient, c'est que, si vous ne faites pas le bilan qu'il faut augmenter les taxes et impôts de ceux qui ont de l'argent, et je ne parle pas de la classe moyenne et surtout pas des classes populaires, je parle du monde qui sont capables d'en faire un petit peu plus, puis des grosses compagnies, puis des banques, qui font de l'argent avec nous, des compagnies américaines puis des multinationales, si on n'est pas capables de dire : On va aller chercher de l'argent là, il va venir d'où, l'argent? Ce qu'on... Ce vers quoi on va s'enligner, là, c'est toujours plus de coupures, là, qui vont être de plus en plus difficiles à maquiller derrière des termes comme «effort».

Alors, moi, je... Il y a plein de sujets qu'on pourrait aborder, évidemment. J'ai comme cinq minutes. Ce n'est pas assez. Mais ce que... Ce à quoi je voudrais sensibiliser le ministre aujourd'hui, c'est cette question-là, c'est la question large des prochaines années. J'aimerais ça qu'il ne pense pas juste au... à l'année et demie qui précède les prochaines élections. Puis est-ce que son spin de dire qu'on a investi plus que tout autre va tenir encore dans un an et demi? Je ne pense pas. Moi, je veux qu'il pense à l'avenir, comment est-ce qu'on va assurer les services publics au Québec dans le contexte canadien actuel, dans le contexte québécois, dans le contexte d'une guerre tarifaire qui, en plus, va plomber notre économie, réduire les revenus de l'État encore plus, probablement accroître le déficit. Tout le monde le dit, là, que c'est jovialiste, là, les projections du ministre des Finances, là, qui pense que ça... En tout cas, les impacts, disons, sont sous-estimés, sur notre économie, de la guerre tarifaire imprévisible de Trump.

Alors, dans ce contexte-là, est-ce que le ministre peut au moins, disons, semer l'espoir qu'il va être de ceux, au Conseil des ministres, qui va plaider pour qu'un jour la CAQ, peut-être, augmente les revenus de l'État sans toucher à la classe moyenne et aux classes populaires? Ce serait ma question aujourd'hui, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le député. Je cède maintenant la parole au ministre pour cinq minutes.

M. Drainville : Mme la Présidente, l'austérité, l'austérité. Une augmentation de 58 % du budget de l'éducation, c'est de l'austérité pour Québec solidaire. Mme la Présidente, tu te dis : Ayoye! si, à plus 58 %, c'est de l'austérité, c'est quoi, la croissance, pour lui? Ça commence... ça commence quand, un budget de croissance, pour Québec solidaire? C'est quoi? Il faut... Il faudrait l'augmenter de quoi? De 100 %? De 150 %? De 500 %? Puis là j'ai le goût de lui demander, Mme la Présidente : Il va prendre où, l'argent de cette augmentation, là, qui ne serait pas de l'austérité? Où c'est qu'il va prendre l'argent, Mme la Présidente?

Le problème avec la gauche, là, c'est qu'ils pensent que l'argent, c'est une pensée. Il s'agit d'y penser pour que l'argent apparaisse. Mme la Présidente, l'argent qu'on met en santé, puis en... puis en éducation, puis dans tous les autres services publics, c'est de l'argent durement gagné. C'est des gens qui travaillent, qui paient des taxes puis qui paient des impôts. L'augmentation de plus de 8 milliards en éducation en sept ans, Mme la Présidente, c'est de l'argent que les gens ont versé, c'est l'argent des contribuables. Puis, à un moment donné, il faut avoir un minimum de respect pour les gens qui travaillent puis qui paient les taxes et les impôts. Il roule des yeux, Mme la Présidente. Non, mais... Moi, je m'excuse, Mme la Présidente, là, mais, quand je... Quand on dit qu'on est fiers de l'investissement qu'on fait dans l'avenir de nos jeunes, parce que c'est ça, l'éducation, c'est l'avenir de nos enfants, c'est l'avenir de notre société, je pense à ceux et celles qui l'ont payé, cet argent-là, qui l'ont versé, et j'ai du respect pour ça, Mme la Présidente.

L'austérité. Il est-tu allé voir c'est quoi, la définition de l'austérité? L'austérité, c'est, entre autres, une politique économique qui vise à réduire l'ensemble des revenus disponibles par le recours, notamment, au blocage des salaires. Mme la Présidente, la députée de Hull va exposer, dans un instant, les augmentations de salaire auxquelles nous avons consenti. Et le nous, ici, c'est un nous collectif. C'est le nous des Québécois. C'est le nous de ceux et celles qui paient des taxes et des impôts. Et on doit les respecter, ces contribuables, Mme la Présidente.

On n'est pas dans le... la réduction des revenus disponibles par le recours au blocage des salaires. On est dans une augmentation phénoménale, historique des salaires, Mme la Présidente. Quand on est arrivés, là, au gouvernement, là, vous écouterez avec attention la députée de Hull, vous allez voir à quel niveau il commençait, le salaire de l'enseignante. Puis on n'a cessé de l'augmenter, puis de l'augmenter, puis de l'augmenter, si bien, là, qu'aujourd'hui, là, une jeune enseignante, là, qui commence, avec un brevet, là, après quatre ans à l'université, elle commence à 65 000 \$ et, après 13 ans, elle va gagner 109 000 \$. 65 000 \$ à 109 000 \$ en 13 ans. À 37 ans, elle fait 109 000 \$. Ça s'appelle de l'austérité, ça? C'est une politique économique visant à réduire les revenus disponibles par le blocage des salaires? Les salaires, on ne les bloque pas. Les salaires, on les augmente d'une manière phénoménale, historique.

D'ailleurs, il serait temps qu'il aille dans les écoles, Mme la Présidente, puis qu'il parle aux enseignants, parce que, je vais vous dire une affaire, au-delà du discours syndical que QS passe son temps à récupérer avec enthousiasme, là, quand tu te promènes dans les écoles, là, puis tu parles aux enseignantes, là, puis au personnel scolaire de façon générale, mais en particulier aux enseignantes, elles le reconnaissent, la... l'augmentation de... du salaire qu'elles ont obtenue, et elles en sont, de façon générale, reconnaissantes.

Ça n'enlève rien, Mme la Présidente, à l'exigence de la tâche. Il y a une raison pour laquelle on a consenti à cette rémunération, c'est parce qu'on veut valoriser l'éducation. C'est parce que, oui, on veut attirer des jeunes qui ont le goût de devenir enseignants puis enseignantes, puis on veut retenir aussi ceux et celles qui sont dans le réseau. C'est une reconnaissance pour le travail exceptionnel qu'elles font auprès de nos enfants. C'est ça qu'on a fait en augmentant la

rémunération. Mais, disons-le, Mme la Présidente, ce n'est pas de l'austérité, c'est de la valorisation de l'éducation. C'est ce à quoi nous avons consenti, Mme la Présidente.

Alors, je m'enflamme un peu, parce que, franchement, je me dis : On peut-tu au moins, je veux dire... Critiquer, pas de problème. Des enjeux, il y en a. Des défis, à tous les matins, il y en a dans les médias. On peut-tu reconnaître les avancées, puis les améliorations, puis la valorisation, notamment, au niveau de la rémunération?

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le ministre. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Châteauguay.

Mme Gendron : Merci, Mme la Présidente. Je tiens à saluer aussi les équipes ainsi que mes collègues d'entrée de jeu.

Mais aussi moi, là, j'aimerais ça qu'on parle aussi du verre à moitié plein. Moi, j'aimerais ça l'aborder aujourd'hui puis j'aimerais ça souligner les bons coups aussi. Puis je voulais vous parler d'une petite, rapide tranche de vie. Vous savez, moi, quand j'étais au primaire, j'étais dans la classe d'un professeur qui était pratiquant et qui abordait des signes religieux, et tout ça. Ça fait 20... Ça fait au moins 35, presque 40 ans de ça. Ça a beaucoup changé, mais je me souviens, à ce moment-là, que ça n'avait pas sa place dans le milieu de l'éducation. Je me... je me souviens comment je me sentais à ce moment-là.

Bien, aujourd'hui, je pense qu'il est clair et plus que clair que chaque membre du personnel, chaque élève mérite d'évoluer dans un environnement dans lequel il se sent bien, qu'il se sent écouté, en sécurité et respecté. Donc, nous, là, ce qu'on a fait, on est allés de l'avant. Donc, moi, je suis fière de faire partie du gouvernement qui a agi puis qui a posé des gestes responsables dans ce dossier-là.

On l'a dit à de nombreuses reprises, la sécurité de nos enfants, c'est la priorité. Tu sais, dès le 21 mars dernier, le... on a déclenché un mandat d'enquête générale. On a reçu le rapport, puis aussitôt on a agi, puis on a répondu à l'ensemble des recommandations en lien avec ça pour proposer la loi sur la sécurité des élèves, le PL n° 47. Puis ça, c'est un bon coup. Ça, c'est extraordinaire que, dans notre Québec, on puisse compter sur un projet de loi comme ça.

Aussi, je veux souligner la... Entre autres, rapidement, là, dans le cadre de la semaine annuelle de la prévention de la violence et de l'intimidation, qui a eu lieu le mois dernier, vous savez, il y avait un moment, là-dedans, ça s'appelait le temps d'arrêt. Donc, ça, c'est tous les enfants du Québec, entre cinq et 17 ans, qui ont vu en simultané un vidéo de M. le ministre. Ce soir-là, c'était un lundi soir, j'ai eu le bonheur de souper avec mes enfants. Vous savez, j'ai... bien, j'ai cinq... cinq adolescents à la maison. Puis ça a porté à énormément de réflexions, énormément de belles discussions. Ce moment-là, le temps d'arrêt au Québec, a mis la table, pour toutes les familles, pour ouvrir cette discussion-là, aller plus loin, ouvrir des portes que jamais, en tant que mère de famille, je n'avais ouvertes avant. Donc, moi, je veux souligner cette initiative extraordinaire qui a eu lieu cette année. Puis je pense que ce n'est que partie remise. Ça va revenir les années prochaines. Puis ça, c'est des bons coups qu'on se doit de nommer et qu'on se doit de mentionner. Je pense aussi que... M. le ministre, je tiens à vous remercier personnellement pour ce moment-là que j'ai passé avec mes enfants. Ça a été fort agréable.

• (11 heures) •

Aussi, j'aimerais parler d'un autre bon coup. En fait, c'est le Plan de prévention de la violence et de l'intimidation. J'aimerais apporter quelques informations complémentaires à ce plan de prévention.

Vous savez, la ministre de la Famille, bien, m'a confié le rôle de suivre le plan de lutte concentré contre l'intimidation, qui est dans le cadre du ministère de la Famille. Ce plan-là, là, il va sans dire que le ministère de l'Éducation est en action. Vous savez, à l'intérieur de ça, il y a... au total, il y a 26 mesures, et il y en a 11, mesures, qui... mises de l'avant seulement que par le ministère de l'Éducation. Sur ces mesures-là, quatre nouvelles mesures sont déployées puis sept mesures sont reconduites ou bonifiées.

Une des orientations, entre autres, de ce plan d'action là est d'assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes, notamment dans le milieu scolaire et sportif. Eh bien, l'impact positif, on le voit sur le terrain. C'est sûr, on continue, c'est certain, avec les plans d'action et de prévention, mais on le voit déjà, des avancées extraordinaires au milieu de l'éducation. Puis il faut continuer, et c'est ce qu'on fait. On travaille pour ça. La force est de constater que c'est en travaillant ensemble pour les jeunes que chaque jour on réussit à renforcer le respect et le civisme dans notre société. Et il y a au quotidien des grands gains.

J'aimerais rapidement parler aussi du Protecteur national de l'élève. Notre gouvernement a mis en place une réforme vraiment importante et très demandée afin de mieux protéger tous les élèves du Québec tant dans le réseau public que privé. On a tenu notre promesse. On a mis sur place le... justement, la réforme. Puis nos élèves, les parents, les membres du personnel scolaire ont maintenant quelqu'un pour se référer pour le traitement des plaintes. Tout ça, ça assure une transparence et surtout une efficacité, une rapidité dans les dossiers qui est essentielle, je pense, aujourd'hui. Et puis nous, on est en action, on l'a fait, on l'a réalisé puis on voit des grands gains au niveau de l'éducation à ce niveau-là. Merci.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, Mme la députée. Je... Nous allons débiter la quatrième série d'interventions, et, pour ce faire, je cède la parole à Mme la députée de Bourassa-Sauvé pour une période de cinq minutes.

Mme Cadet : Merci, Mme la Présidente. Je viens d'entendre la députée de Châteauguay nous demander d'évaluer la situation avec le verre à moitié plein. Bien, Mme la Présidente, moi, je ne suis pas capable, parce que le verre, il est aux trois quarts vide. C'est ça qu'on entend du réseau. C'est ça qu'on entend quand on... nous, on va parler aux parents,

aux jeunes, à ceux qui, jour après jour, se lèvent pour nos enfants, là, puis qui leur donnent des services, puis qui veulent, en fait, leur donner des services, puis qui n'ont pas nécessairement les infrastructures puis les outils pour être en mesure de le faire, puis le personnel pour être en mesure de le faire. C'est ça qu'ils voient, c'est un verre qui est aux trois quarts vide.

Puis aussi je veux revenir sur un autre point qui m'a tarabudée, là, je vous dirais, là, de la part de la... de la députée de Châteauguay, parce qu'elle nous a parlé, évidemment, donc, du Plan de prévention de la violence, là. Bien, d'une part, je suis un petit peu stupéfaite que la députée remercie le ministre de lui avoir donné l'opportunité de s'asseoir avec ses enfants puis de pouvoir parler, grâce à cette vidéo d'intimidation, avec ses enfants, quand elle vient de nous dire, dans la même phrase, qu'elle est aussi adjointe parlementaire de la ministre de la Famille sur les dossiers d'intimidation. J'espère que ce n'est pas la vidéo de la ministre qui, dans ces circonstances-là, lui ont donné l'opportunité de pouvoir s'asseoir puis de parler de lutte à l'intimidation, quand elle est adjointe parlementaire contre la prévention de l'intimidation.

Puis je pense qu'il y a bien des parents du Québec qui, au contraire... qui ne se sont pas dit : Quelle belle opportunité! Ce qu'on a vu, ce sont des profs, des jeunes puis des parents qui, au contraire, ont trouvé cette situation-là bien malaisante. Puis, au ministre, je l'ai interpellé là-dessus puis je lui dis : Bien, s'il souhaite s'asseoir, puis d'avoir un temps d'arrêt, puis que tout le monde l'écoute en même temps puis à la même heure, il a juste à retourner au 98,5. Il était bon là-dedans. Tu sais, c'était l'époque où il remerciait le gouvernement Couillard puis qu'il disait : Merci, Carlos, merci, M. Leitão. Il me semble qu'il était bon dans ce rôle-là. Je pense que ça lui manque, manifestement. Ça fait que j'étais un peu surprise d'entendre qu'on espère que ça va revenir l'année prochaine, parce que, moi, ce que j'entends, là, c'est que le réseau se dit : On n'espère pas que ça revienne, ce temps d'arrêt qui vient chambouler toutes les habitudes des enseignants, tout leur horaire pour une vidéo un peu malaisante qui nous parle de lutte contre l'intimidation. Parce que la prévention, là, le plan de violence, là, puis j'en parlais ce matin lors de mon point de presse, tu sais, on nous disait... bien, tu sais, c'est un plan d'une page.

Puis je l'ai dit aussi l'année passée, lors de l'étude des crédits, nous, ça fait plus que deux ans qu'on interpelle le ministre là-dessus, sur la prévention de la violence. On avait eu une interpellation au ministre, une interpellation avec ma collègue de Saint-Laurent, il y a presque deux ans jour pour jour, 23 mars 2023 ou 25 mars 2023, pour parler de prévention de la violence dans nos écoles.

Puis on... Quand on parle de prévention de la violence, là, ce n'est pas... ce n'est pas des enfants qui se donnent des pichenottes, là. Tu sais, on parle... On a vu l'article de ce matin, là, avec... avec «Pic» Turmel puis le recrutement des jeunes, de nos jeunes, dans la région, ici, qui sont armés pendant qu'ils sont dans les écoles. Parce que l'après... Parce que le recrutement se fait dans nos écoles. C'est de ça aussi dont on parle, là. Ça fait que, quand le ministre nous est arrivé avec un plan d'une page où on nous dit : Documenter, former, sensibiliser, soutenir, bien, ce que les gens du réseau, ils souhaitent, ce que les parents, ils souhaitent, bien, ce n'est pas documenter, former, sensibiliser et soutenir. Ça, c'est bien, mais ce qu'il faut, c'est agir.

Ensuite, Mme la Présidente... Et tantôt, bien, encore une fois, bien, je n'ai pas eu de réponse à ma question. Parce que je lui demandais, au ministre, tantôt : Est-ce qu'il y en a eu d'autres, des coupures? Les coupures de 200 millions, là, qu'il a demandées avant Noël, il n'est pas revenu là-dessus, le ministre. Il ne nous est pas revenu là-dessus. Bien, c'est peut-être parce qu'il le sait, qu'il y a eu d'autres coupures qui ont été demandées. Parce qu'on nous a demandé un autre effort budgétaire de 70 millions exigé en éducation.

Il y a des services... On dit : Les services aux élèves écopent. On est allés rechercher de l'argent du plan de rattrapage, Mme la Présidente. Le ministre était très fier de son plan de rattrapage. Mais ce qu'on a vu, bien, d'abord, ce n'est rien... continuité du plan de rattrapage ici. Tu sais, on avait eu 300 millions qui avaient été offerts. Puis nous, on avait applaudi. Puis ça, on peut le dire, on avait applaudi le gouvernement. Quand je dis : Le verre est aux trois quarts vide, bien, le quart de plein, là, il est là. On l'avait applaudi, le 300 millions pour le plan de rattrapage. Là, ce qu'on se retrouve, c'est avec absolument rien puis aussi des annonces d'efforts budgétaires à retrouver puis à demander aux profs, puis aux directions d'école, puis aux directions de centre de services scolaire : Bien, vous savez, là, s'il vous reste de l'argent du plan de rattrapage, nous, on va le rattraper.

Est-ce que c'était ça? Est-ce que c'est ça... c'est comme ça qu'il voit l'avenir du plan de rattrapage, le ministre? Est-ce que récupérer, là, les jours d'école qui ont été manqués... Puis, on s'entend, là, on parle d'une génération d'élèves qui a été touchée par la COVID, qui a été touchée par les conflits de travail en décembre dernier, qui ont... qui en ont vu, là, des vertes et des pas mûres au cours des cinq dernières années. Puis, à ces jeunes-là, bien, ce qu'on leur dit, c'est : Bon, au-delà du... des millions qui ont été demandés à rattraper... Par exemple, au centre de services scolaire des Premières-Seigneuries, c'est un 2 millions supplémentaire relié au plan de rattrapage qui a été demandé. Est-ce que c'est ça, le plan du ministre, son plan de rattrapage, c'est de rattraper les sommes qui ont été versées?

La Présidente (Mme Dionne) : ...députée. Je cède maintenant la parole à M. le ministre pour cinq minutes.

M. Drainville : Bien, Mme la Présidente, je vais bien peser mes mots, là, mais je pense que... Quand une députée, collègue, peu importe sa formation politique, nous livre un témoignage comme l'a fait la députée de Châteauguay, je pense que le minimum, c'est de respecter ce témoignage-là, le témoignage d'une mère de famille qui raconte que la vidéo a été un élément déclencheur pour qu'elle puisse avoir une discussion en famille avec ses enfants. Je pense que la députée de Bourassa-Sauvé comprend ce que je veux dire. Puis, des témoignages comme ça, Mme la Présidente, on en a eu beaucoup.

Alors, c'est vrai que ce n'est pas tout le monde qui a apprécié la vidéo. C'était la première fois que ça se faisait. Puis, contrairement à ce qu'on laisse entendre... Pour ceux qui ne l'ont pas vue, c'était une vidéo dans laquelle je

discutais avec des élèves du secondaire de l'école de Rochebelle, des adolescents qui m'ont parlé de ce que c'était, pour eux, la violence et l'intimidation. Puis il y avait une autre vidéo qui s'adressait directement aux plus jeunes, parce qu'évidemment, pour les enfants, grosso modo, de quatre à huit ans, ce n'était pas le... on voulait mettre l'enjeu d'une manière qui était davantage à leur niveau. Alors, c'était une vidéo différente où je leur parlais, effectivement.

Alors, Mme la Présidente, oui, c'était la première fois que ça se faisait, oui, il y a eu des critiques, mais moi, je reste très fier de ce temps d'arrêt national, qui était, oui, une première. Et puis la députée de Bourassa-Sauvé, qui se fait l'écho des syndicats, essentiellement des syndicats, qui ont critiqué cette initiative... Mais, vous savez, Mme la Présidente, moi, je ne travaille pas pour les syndicats. Je ne travaille pas pour les lobbys. Je ne travaille pas pour les groupes de pression. Je travaille pour les enfants et je travaille aussi pour le personnel scolaire, qui est là pour aider nos enfants à réussir à l'école. Alors, que les syndicats s'objectent, je les écoute, mais je ne suis pas là pour eux.

• (11 h 10) •

Et on a eu suffisamment de témoignages positifs suite à cette... à ce temps d'arrêt, et à cette... et à cette journée, et à cette semaine consacrée à la violence et à l'intimidation. On en a eu suffisamment pour envisager de refaire, effectivement, l'exercice l'année prochaine, parce que, oui, c'est un enjeu très important, la violence et l'intimidation. Les reportages de ce matin à l'effet que le crime organisé a gagné des écoles à Québec, là, il se sert des élèves pour s'affronter par enfants interposés, moi, je trouve ça extrêmement troublant. Et donc ça ne fait que confirmer notre conviction qu'il faut continuer à s'investir dans la lutte contre la violence et l'intimidation. Alors, on va continuer à le faire.

Et on ne le fait pas seulement par une journée, par un temps d'arrêt, par une semaine, on le fait aussi d'autres façons, avec un plan de lutte contre la violence et l'intimidation qui est maintenant uniformisé et auquel les écoles peuvent ajouter des éléments de... particuliers qui correspondent davantage à leurs réalités locales, parce qu'on ne veut pas juste faire du mur-à-mur, on veut donner un plan de base, puis après ça les écoles s'adaptent. On le fait par des formations. On va le faire par une équipe d'intervention qui va venir en aide aux écoles qui vivent des réalités particulièrement intenses de violence et d'intimidation. On prend toutes sortes de moyens, Mme la Présidente, pour lutter contre la violence et l'intimidation.

Puis les témoignages que nous avons reçus suite à cette... à ce temps d'arrêt, ils sont très, très éloquents. Le centre de services de Laval... Là, ce n'est pas moi qui parle, c'est le centre de services de Laval, qui a mesuré l'utilisation de la bande passante au sein des écoles puis qui en a conclu que 90 % des classes s'étaient connectées pour regarder la vidéo, le centre de services des Laurentides, qui dit que ça a suscité des discussions entre les élèves.

Soit dit en passant, la publicité où on voit deux parents qui discutent puis, à un moment donné, on voit l'enfant qui écoute les parents dénigrer l'enseignante, cette publicité-là, Mme la Présidente, elle a été vue par 205 000 personnes. Elle a été partagée 1 512 fois sur Facebook. «Ce qu'ils apprennent à la maison, ils l'amènent à l'école. Le respect est le devoir de tous.» La publicité où on voit un adolescent intimider un autre contre une case, elle a été partagée 874 fois. J'invite la députée de Bourassa-Sauvé, plutôt que de dénigrer ces efforts, de les saluer puis d'aller voir ce que disent les parents, d'aller voir ce que dit le personnel scolaire. Ce n'est pas unanime, mais les messages en bas de ces deux publicités-là sont beaucoup plus positifs que négatifs. Mme la Présidente, il y a une limite, à un moment donné, à juste être dans le négatif. Oui, on doit être négatif, on doit relever ce qui ne va pas bien, mais il faut être dans le positif également.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. Merci, M. le ministre. Nous allons maintenant débiter cette cinquième série d'interventions. Je cède la parole à M. le député de Matane-Matapédia pour cinq minutes.

M. Bérubé : Merci, Mme la Présidente. Salutations à tout le monde, aux collègues.

J'ai entendu, en début d'interpellation, à plusieurs reprises, le ministre autoqualifier son action politique d'historique, à de multiples reprises. Suggestion, il vaut toujours mieux que ce soit un tiers indépendant qui qualifie une action d'historique. Ce serait l'équivalent de parler de soi à la troisième personne du singulier. Donc, s'il y a des sources qui indiquent, indépendantes, que, oui, c'est historique, je les accepterai davantage que si c'est le ministre qui s'autoqualifie systématiquement d'historique.

Sur les chiffres, cette année, l'augmentation en éducation, c'est 2,2 %. C'est bien ça? 2,2 %. Je ne l'ai pas vu hocher de la tête, mais c'est 2,2 % quand même, en deçà des coûts de système. Ça ne couvre même pas l'augmentation des salaires en éducation. Je ne sais pas ce qu'il va répondre à ça, mais ça, c'est les chiffres qu'on a présentement. Donc, si on n'avance pas, on régresse. C'est important de regarder aussi le pourcentage de ce que représente l'éducation sur l'ensemble de l'action de l'État, parce qu'évidemment tout le monde va monter.

Il a parlé d'un sujet qui m'interpelle beaucoup, l'augmentation des classes d'accueil. Le 20 février dernier, il a parlé de 1 237 classes d'accueil et des coûts qui sont reliés. J'aimerais ça qu'il nous fasse une mise à jour et, de façon régulière, que le ministre puisse nous dire : Voici le défi que j'ai. Moi, je vais appeler ça un défi, pour aujourd'hui, pour qu'on ait une discussion, là, saine là-dessus. Quel défi ça représente pour son ministère, 1 237 classes d'accueil, en date du 20 février dernier, en termes de coûts, en termes de ressources humaines, en termes de renoncement également? Parce qu'il a l'obligation, de par sa responsabilité, de scolariser ces enfants, puis on le comprend, puis personne ne conteste ça, ils sont sur notre territoire, mais ça représente un défi auquel il doit faire face. Moi, j'apprécierais une présentation de ça.

Je l'invite aussi à en tirer des conclusions politiques. Il a parlé également du choix politique qui est fait à Ottawa. On peut décider de l'accepter. Moi, j'ai compris, par son retour en politique, qu'il l'acceptait. En tout cas, maintenant, là, à ma grande surprise, c'est maintenant quelqu'un qui est davantage ouvert aux vertus de l'unité canadienne. Je n'en suis pas, vous en conviendrez.

Dans la dernière année, depuis l'été 2024, on a fait une compilation d'un certain nombre d'annonces. 400 millions, compressions, coupes, en juillet 2024, en plein été, pendant les vacances de pas mal de monde. Pourquoi en plein été? Je ne le sais pas. Peut-être qu'il avait un goût irréprouvable de faire ça l'été. 400 millions.

Après, le 18 décembre, juste avant Noël, donc la Chambre ne siège pas, puis juste avant Noël, 200 millions. Encore une fois, quelqu'un a suggéré, qui est peut-être ici, dans cette salle, d'ailleurs, j'ai quelques soupçons, de faire ça à ce moment-là. 200 millions. Le gouvernement est passé un peu en mode panique, comme en éducation et en santé. Les nouvelles cibles budgétaires annoncées par le ministère de l'Éducation aux centres de services scolaires, juste avant Noël, il fallait couper pour le 31 mars. Moi, j'ai vu ce que ça veut dire dans les deux centres de services scolaires sur mon territoire.

28 février dernier, 70 millions. Quelques jours avant le budget, le ministre sort sur la place publique pour parler du projet de loi sur la laïcité, puis, au même moment, il y a une directive qui part, 70 millions. Alors, ça, ça ne peut pas être positif si on retranche. En tout cas, je pense, c'est négatif si on retranche, mais peut-être que le ministre pourra me corriger.

Mais ces trois événements-là ont vraiment eu lieu, là. Je l'ai vu. Je reconnais le ministre, là. C'était lui. Pas mal sûr que c'était lui que j'ai vu.

Entre le budget 2024 puis 2025, c'est 670 millions que le ministère a dû couper par rapport à ses propres prévisions. Ça ne peut pas être une bonne nouvelle. Donc, il peut nous dire, par exemple : Oui, j'ai des défis, puis voici les choix que je fais. Puis moi, je serais capable de dire : Si j'étais dans la même situation que le ministre, j'aurais fait la même chose. Puis là on peut avoir un débat intéressant sur les priorités. Moi, ça m'intéresse beaucoup, en tout cas. Puis, vous voyez, j'aborde ça de façon différente. Il a un cadre budgétaire. Il doit faire des choix. Aussi bien mettre les chiffres sur la table. De toute façon, ils sont... ils sont connus. Donc là, je parle des chiffres présentement, là, la marge de manoeuvre qu'on a.

Pour la vétusté des écoles, il m'a fait rire. Ce n'était pas la première fois, mais il m'a fait rire. À un moment donné, le ministre raconte... Puis je vais considérer que c'est une boutade, mais je veux quand même la raconter parce que c'est quand même quelque chose. Il dit qu'il fait beaucoup de visites d'écoles puis que, là, lui, il se promène puis il ne voit pas de chaudière, il ne voit pas de mur qui s'affaisse. Son évaluation, là, au pif, là, c'est que ces écoles-là vont bien. Il y a des mécanismes plus précis pour évaluer la vétusté d'une école.

D'ailleurs, je lui fais une suggestion également. Chaque fois qu'il y a une annonce d'école, d'investissement, il est là.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci, M. le député.

M. Bérubé : Quand ça va mal, il faudrait qu'il soit là.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. M. le ministre, je vous cède la parole pour cinq minutes.

M. Drainville : Oui. Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bien, d'abord, sur les... J'ai parlé des investissements historiques puis je réitère que ce sont, effectivement, des investissements historiques. Ma part de responsabilité là-dedans, Mme la Présidente, je laisse ça, effectivement, aux autres. Quand je parle de nos investissements historiques, je ne le mets pas au je. Je parle toujours au nous, nos investissements historiques, nous comme gouvernement.

Et, oui, le premier ministre en a fait sa priorité et il en est très fier. Et, pendant quatre ans, ça a été le député de Chambly qui a été ministre de l'Éducation, et aujourd'hui c'est moi qui ai cette responsabilité-là, Mme la Présidente. Et peut-être qu'un jour le député de Matane-Matapédia aura le privilège et le grand bonheur d'occuper mes fonctions, et, à ce moment-là, je présume qu'il fera de belles choses, et il pourra parler au nous, et il pourra dire «notre gouvernement». Peut-être qu'un jour ça arrivera. Ce sont les citoyens du Québec qui le décideront.

• (11 h 20) •

Mais moi, je suis, oui, très fier, Mme la Présidente, de dire que nous avons, comme équipe gouvernementale, comme formation politique, comme gouvernement, avec tous les collègues, avec les personnes qui sont autour de moi, oui, nous avons réussi à commencer ce renversement, ce redressement, qui n'est pas terminé, qui doit se poursuivre. Et on travaille très fort quotidiennement pour le poursuivre et le réaliser le plus possible, dans des conditions qui, effectivement, ces temps-ci, ne sont pas particulièrement faciles, mais, Mme la Présidente, on ne vient pas en politique parce que c'est facile. On vient en politique parce qu'on veut redonner puis parce qu'on veut relever les défis de notre société et de contribuer à les... à les relever puis à régler des problèmes, à réparer, à améliorer, à renforcer. C'est pour ça qu'on fait de la politique, Mme la Présidente, tous et chacun d'entre nous. Donc, oui, on est fiers. Je ne... je ne cesserai de le dire.

Maintenant, Mme la Présidente, il a parlé des classes d'accueil. C'est une... c'est une belle ouverture pour parler, effectivement, du fait que, j'en ai glissé mot dans mes propos d'introduction, oui, il y a eu, au cours des quatre... des trois dernières années, 40 000 élèves nés hors du Canada qui ont intégré les classes du Québec de 2021 à 2024. Sur une augmentation de 50 000, au net, du nombre d'élèves, il y en a 40 000 qui sont nés hors du Canada, et effectivement ils constituent, Mme la Présidente, la vaste majorité des enfants qui sont en classe d'accueil. Il y a 16 228 élèves nés hors du Canada, sur 17 567 élèves, dans nos classes d'accueil. Il y a 92 %, Mme la Présidente, des élèves qui sont en classe d'accueil actuellement qui sont des élèves qui sont nés hors du Canada. Et je pense que c'est important, Mme la Présidente, de le dire, de le dire au Parti libéral, qui ne reconnaît pas vraiment l'enjeu de l'immigration. Je n'ai jamais vraiment entendu quelqu'un du Parti libéral dire : C'est vrai, l'immigration, c'est un enjeu, il faut en parler.

Encore une fois, je le réitère, Mme la Présidente, ce n'est pas le choix des enfants. Dans bien des cas, ce n'est pas le choix des parents non plus. On ne va pas les blâmer d'être venus chez nous. Puis, quand ils arrivent chez nous,

on s'en occupe. Et, dans certains cas, dans plusieurs cas, même, ils vont intégrer une classe d'accueil, et puis là on va, évidemment, travailler pour leur inculquer le sens de... l'amour de notre langue. On veut qu'ils apprennent le français. On veut qu'ils deviennent des Québécois. Puis on leur inculque aussi un certain nombre de valeurs qui nous tiennent à coeur.

Et donc c'est ça, notre volonté, c'est ça, notre politique, mais il ne faut pas nier le fait que ça représente, oui, des ressources très importantes, parce qu'une classe d'accueil, Mme la Présidente, je vous le rappelle, hein, le ratio dans une classe d'accueil, il est beaucoup plus bas que dans une classe régulière. Il y a un nombre maximum d'enfants. Si je ne m'abuse, c'est 17 enfants par classe d'accueil. Donc, quand on a des classes de francisation, des classes d'accueil, ça nous oblige, bien évidemment, à avoir plus de personnel, parce que les classes sont plus petites, sans parler, bien entendu, des espaces, notamment, des classes préfabriquées, qui sont en forte augmentation à cause, justement, de ces élèves venus d'ailleurs, notamment à cause de ça et primordialement à cause de ça.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le ministre. Nous allons débiter le... cette sixième série d'interventions. Alors, je cède la parole à Mme la députée de Bourassa-Sauvé.

Mme Cadet : Merci, Mme la Présidente. M. le ministre, bien, d'abord, sur vos derniers propos sur l'immigration, vous nous dites que vous n'avez jamais entendu le Parti libéral là-dessus. C'est drôle, c'est le Parti libéral du Québec qui a commencé d'abord à parler d'immigration temporaire puis qui vous a demandé pendant plus d'un an, pendant près d'un an et demi, je crois, d'intégrer l'immigration temporaire à la planification pluriannuelle de l'immigration, ce que vous avez refusé de faire pendant tout ce temps-là. Donc, ne venez pas nous dire qu'on ne s'intéresse pas... qu'on ne s'est jamais intéressés à cette question-là puis qu'on ne vous a pas demandé de mieux planifier, comme dans l'ensemble de vos projets. Nous, ce qu'on n'arrête pas de dire au gouvernement de la CAQ, c'est : Arrêtez de nous présenter des projets, arrêtez de faire les choses à la va-vite, arrêtez d'être brouillons et planifiez mieux. On l'a dit en matière d'immigration, puis je le répète aujourd'hui en matière d'éducation.

Ensuite, M. le ministre, vous avez dit tantôt que vous faites de la politique pour redonner. C'est très noble, puis je vous crois. Je vous crois. Mais en fait, là, ce que vous faites en ce moment au réseau, là, vous donnez, puis ensuite vous leur enlevez des parts par la suite. Vous l'enlevez après, ce que vous donnez. Est-ce que vous pensez que le réseau, il est satisfait? Parce que, moi, ce que je vois... Parce que vous avez parlé d'être fier, là, de votre fierté. Bien, ce que je vois, c'est que vous êtes fier, par exemple, de votre vidéo sur la lutte contre l'intimidation, parce que vous nous avez promis un peu tantôt, là... vous nous avez annoncé un peu en primeur que ça, ça allait revenir, mais vous n'avez pas l'air d'être très fier de la fin du plan de rattrapage. Vous n'avez pas l'air d'être fier des différentes coupures, celles de 200 millions, celles de 70 millions qui ont été annoncées le 28 février dernier. Vous n'avez pas l'air d'être très fier de ça, parce que je n'ai eu aucune réponse à ces questions-là.

Et ça, M. le ministre, bien, ça m'amène à vous parler du gel d'embauche. On le sait, là, il existe, dans la fonction publique, depuis l'automne passé, un gel de recrutement qui inclut le personnel administratif, je sais que c'est ce que vous allez me dire, administratif dans le milieu de l'éducation. Mais, on se comprend, le personnel administratif, bien, il est important pour le bon fonctionnement des écoles, pour la sécurité informatique, pour la gestion budgétaire, pour la communication entre les élèves et leurs familles, pour la rénovation des immeubles, parce que tantôt on parlait de vétusté des écoles, pour la qualité des programmes d'études, pour la gestion des ressources humaines. Ce sont toutes des personnes qui sont essentielles pour mettre en oeuvre les orientations du ministre puis qui sont nécessaires pour améliorer notre système d'éducation.

Depuis le début de cette interpellation, tu sais, on parle du service aux élèves, à quel point c'est important que toute l'optimisation des dépenses, là, tous les efforts budgétaires que vous demandez ne touchent pas les services aux élèves. Puis ça, ça a été votre promesse. Tu sais, vous nous avez dit : Nous, on ne touchera pas aux services aux élèves. Puis, là-dessus aussi, là, je pense que vous allez nous dire : Non, non, non, ici, le gel d'embauche, c'est juste du personnel administratif, ça ne touche pas le service aux élèves, mais ce n'est pas ça qu'on voit sur le terrain.

D'abord, il y a le témoignage de la directrice générale du centre de services scolaire des Premières-Seigneuries, qui nous dit : Vous comprendrez que, dans ce contexte de gel de recrutement, il est fort possible que l'offre de services... de nos services soit revisitée. Il est fort possible que certains délais soient accrus, considérant le manque de personnel, et que nous pourrions avoir... que nous avons, même dans les services. Une vidéo du 6 février dernier.

Il y a le directeur du centre de services scolaire des Chênes, à Drummondville, M. Lucien Maltais, qui nous dit : «Ce qu'il faut retenir, c'est que, quand on ne peut pas aller recruter à l'extérieur du centre de services scolaire, quand il y aura un poste à combler, on doit le faire à l'intérieur du centre de services scolaire, avec nos employés ou avec des employés provenant d'un autre CSS. On s'attend que cette condition, à moyen, long terme, compromettra la livraison de certains services et on devra s'ajuster en conséquence.»

Il y a Nicolas Prévost, de la fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, qui nous dit que les coupures... entendu parler au niveau de l'aide alimentaire, dans l'achat de livres de bibliothèque, dans l'achat de livres en classe aussi.

Il y a des citoyens qui sont interpellés par ce gel d'embauche là. Moi, il y a une grand-maman qui m'a écrit sur mes réseaux sociaux, sachant qu'il allait y avoir cette interpellation aujourd'hui, qui me dit : «Je suis la grand-maman de plusieurs petits-enfants, dont l'un d'entre eux est dyslexique. Il a donc vraiment besoin de services de soutien pour réussir en français, en particulier l'aide d'un orthopédagogue. La situation de mon petit-fils m'a aussi permis de me sensibiliser encore davantage aux besoins de tous nos jeunes qui apprennent différemment. À mon avis, en contexte de coupures budgétaires, il est possible, voire très probable que certains centres de services scolaires retardent le recrutement de certains professionnels en soutien aux élèves afin d'arriver à respecter les compressions financières

imposées par le ministre de l'Éducation. Conséquence, ce sont nos élèves les plus vulnérables, comme mon petit-fils, qui écopent.»

Donc, M. le ministre, qu'est-ce que vous répondez à cette grand-maman? Qu'est-ce que vous répondez aux gens du réseau qui sont très interpellés par le gel de recrutement puis qui se disent que tout ça, ça va vraiment toucher aux services aux élèves?

La Présidente (Mme Dionne) : Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à M. le ministre.

M. Drainville : Alors, Mme la Présidente, j'ai parlé, effectivement, d'une année de consolidation. Là-dessus, j'ai été bien cité. J'ai parlé d'une année de consolidation. Encore une fois, il ne faut pas regarder un moment précis, un budget, il faut regarder la trajectoire. Quand on regarde la trajectoire des sept budgets de la Coalition avenir Québec, on est à plus 58 % pour ce qui est du budget d'opération et à plus 160 % pour les investissements dans le parc scolaire.

Alors, est-ce qu'au terme de ces investissements historiques... Est-ce qu'il y a lieu de consolider et de se demander, au terme de ces investissements-là : Est-ce qu'on peut mieux faire travailler cet argent-là? Moi, je pense que oui et je pense qu'on doit le faire, notamment par respect pour les contribuables, par respect pour leur capacité de payer, qui... Contrairement à ce que pense le député de Québec solidaire, député de Jean-Lesage, cette capacité de payer du contribuable, elle n'est pas infinie. Alors, à un moment donné, les contribuables nous confient leurs taxes et leurs impôts, et c'est à nous de s'assurer qu'on obtienne les meilleurs résultats possible avec cette contribution citoyenne. Et c'est précisément ce que nous faisons cette année. Pour reprendre les mots du ministre des Finances dans son budget, il a dit : «Nous avons la responsabilité de revenir à des niveaux de croissance plus modérés et de poursuivre l'amélioration des services grâce à des gains d'efficacité et d'organisation.» Fin de citation. Bien, je suis absolument d'accord, Mme la Présidente, avec cette orientation.

• (11 h 30) •

Oui, on a consenti à une augmentation de 58 % des budgets d'opération. Et, quand on regarde les mesures d'économie que nous avons demandées à l'ensemble du réseau scolaire, ça représente, Mme la Présidente, à peu près 1 % du budget annuel de l'éducation. Je répète, les mesures d'économie demandées au réseau scolaire, de façon générale, représentent à peu près 1 % du budget annuel de l'éducation, qui était de 22,4 milliards et qui est maintenant de 23,5 milliards par année.

Est-ce que, Mme la Présidente... Au terme de cette augmentation de 58 %, est-ce qu'il y a moyen de générer 1 % de mesures d'économie? Est-ce qu'il y a moyen, Mme la Présidente, collectivement et localement, comme centre de services scolaire, de se demander, au terme de tous ces investissements obtenus ces dernières années, consentis ces dernières années : Est-ce qu'on peut prendre cet argent-là et s'assurer d'obtenir de... des résultats aussi bons, sinon meilleurs pour les élèves, tout en consolidant notre gestion et en générant des gains d'efficacité, des gains de performance? Moi, je pense que oui. Nous pensons que oui, Mme la Présidente. On n'est pas gênés de ça.

Alors, c'est ça, l'approche du gouvernement actuel, Mme la Présidente. On consent des investissements historiques pour les services publics, mais, compte tenu du contexte économique actuel, de son incertitude, et tout le reste, oui, on se doit de s'assurer que cet argent-là, il nous donne le maximum de résultats possible.

Et il y a des façons de faire qui peuvent être changées, qui peuvent être améliorées, qui vont nous donner plus de résultats. Par exemple, Mme la Présidente, il y a moyen d'utiliser les données. On investit beaucoup dans les données. On croit là-dedans, nous autres. Bien, utiliser ces données, par exemple, pour mieux dépister les élèves qui sont à risque de décrochage, c'est ce qu'on fait présentement, Mme la Présidente. On est en train de développer, puis certains centres de services scolaires l'ont déjà fait, mais on est en train de développer, comme ministère, une façon d'utiliser les données, notamment par le recours à l'intelligence artificielle, pour identifier les élèves qui sont à risque de décrochage, pour intervenir avant qu'ils ne décrochent. C'est une façon efficace, Mme la Présidente, d'utiliser les données. Donc, les sous que nous investissons pour avoir un régime de données plus efficace, pour utiliser l'information d'une manière plus performante, qui va dans le sens de la réussite scolaire, utiliser cet argent-là, ces données-là pour aider les élèves et faire en sorte qu'ils ne décrochent pas de l'école, ça, c'est une façon de mettre l'efficacité au service de la réussite scolaire.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le ministre. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Hull.

Mme Tremblay : Alors, je reprends. Puis, tu sais, le ministre a parlé de renversement, de redressement puis... puis qui était spectaculaire et historique, là. Puis je vais reparler des salaires, parce que c'est important, parce qu'on n'en parle pas assez, parce que c'est significatif puis c'est un rattrapage pour lequel les enseignants et les enseignantes ont... souhaitaient depuis de nombreuses années. Puis moi, je pense que le gouvernement qui l'a fait, là, c'est notre gouvernement, avec des hausses qui sont significatives. Parce que je suis dans le milieu de l'éducation depuis longtemps, là. Moi, j'ai vu des augmentations de salaire de 0,75 %, 1 %, 1,5 %, bon, parfois 2 %, là. Je l'ai vu, là. Puis là on arrive aux années où nous, on... Maintenant, on est dans nos conventions collectives que nous, on a signées, puis là on parle de 3,52 % d'augmentation, 5,97 %. Là, je suis à l'échelon 17, parce que, bon, c'est complexe, là, vous aurez compris. Puis le ministre l'a dit, là, on s'est occupés... Il fallait s'occuper du salaire d'entrée, c'était d'autant plus important, puis également du salaire des enseignants qui sont en fin de carrière. Il l'a dit, là, maintenant, là, c'est 65 000 \$, un jeune qui commence dans la profession. Puis c'était une demande, là, c'était une demande depuis longtemps, là. Nous, on a fait ces bonds-là qui sont significatifs, puis maintenant le salaire, en fin de carrière, il est de 109 000 \$. Ça aussi, c'est des bonds qui sont vraiment importants.

Puis il y a une chose que le ministre n'a pas nommée tantôt, là, puis qui était aussi demandée, là, bien, on a aussi rétréci les échelons. Dans l'autre convention collective, on est passés de 17 échelons à 16 échelons. Ça aussi, c'est important, là, parce que ça faisait des années qu'on demandait de rétrécir le nombre d'échelons. Bien, ça a été fait. Il faut savoir que le salaire comme enseignant, là, évidemment, commence... Un enseignant qualifié qui termine l'université commence à l'échelon 3. Ça fait qu'on ne... Il ne faut pas être gênés du tout, du tout, là. C'est... c'est historique puis c'est grand, ce qu'on a fait. Puis c'était une demande de rattrapage pour avoir un salaire qui est... qui est maintenant comparable à plusieurs autres provinces canadiennes.

Vous dire aussi qu'on s'est occupés... Parce que les personnes retraitées qui terminent, qui sont en fin de carrière puis qui ont une expertise qui est incroyable, nous, on veut les garder dans notre réseau. Et, ça aussi, on est venus dire : Bien, pour les garder dans le réseau, il faudrait les payer à un salaire qui reconnaît cette expertise-là. Bien, on est venus le faire également. Parce qu'avant, quand ils revenaient dans le réseau, ils étaient payés au taux de suppléance, là. C'est autour, maintenant, peut-être, de 250 \$, là, selon le nombre de minutes qui est fait. Bien, nous, on est venus dire : Non, nous, on va les rémunérer puis reconnaître cette expertise-là, les garder avec nous, parce qu'ils ont encore beaucoup à donner puis à apporter. Alors, maintenant, là, c'est... ça peut aller jusqu'à... je l'ai, le montant, ici, là, c'est proche de 500 quelques dollars par jour, là. Donc, ça, c'est vraiment, là, faire en sorte de garder notre expertise puis valoriser l'éducation.

Il me reste deux minutes, puis je vais parler d'un autre investissement important qu'on a... qu'on a fait puis qui est important pour la motivation puis la réussite des élèves. Là, je parle des projets pédagogiques particuliers. Moi, je l'ai vécu, là, dans une école où il y en avait beaucoup, mais ce n'était pas égal au Québec. Il y a des écoles qui en avaient développé énormément puis il y a d'autres écoles où il y en avait moins. Bien, nous, on s'est dit : Il en faut, des projets pédagogiques particuliers. C'est une excellente idée, parce que ça, c'est directement la motivation puis la réussite des élèves. Les élèves qui viennent à l'école puis qui ont un projet, par exemple, la danse, le théâtre... Moi, je l'appelais ma gang de théâtre, ma gang de danseuses. J'avais... j'avais différents élèves dans différents groupes, là. Mais ça, c'était... c'est important, parce qu'ils viennent à l'école parce qu'ils savent qu'ils vont se retrouver entre eux, avec des jeunes qui ont des intérêts communs puis avec un projet, un projet particulier pédagogique. Nous, on a investi. On en développe davantage puis on les rend accessibles aussi, parce qu'on va aller donner jusqu'à 300 \$ par élève inscrit dans un projet particulier pédagogique.

Maintenant, les élèves qui vont venir nous dire qu'ils n'ont pas de passion à l'école, nous, on a dit : Non, nos élèves à l'école... on va les créer puis on va soutenir des passions. C'est ça que notre gouvernement est venu faire. Et on développe, comme j'ai dit, ces projets particuliers là, puis il n'y a plus d'élève qui va pouvoir dire : Bien, moi, je vais à l'école puis je ne suis pas dans aucun programme. Puis les mots étaient... les mots étaient lourds de conséquences, parce qu'il y en a qui allaient jusqu'à dire qu'ils n'étaient dans rien. Moi, je l'ai entendu, ça, Mme la Présidente : Je ne suis dans rien.

Bien non, maintenant, là, nous, notre gouvernement a décidé qu'au Québec les élèves vivraient des passions. Soutenir des passions, c'est soutenir la motivation puis c'est soutenir la réussite, là. Voyez-vous le chemin dans votre tête? C'est beau comme ça. Parce que moi, je l'ai vu puis je l'ai vécu par des élèves qui venaient à l'école parce qu'il y avait... dire qu'aujourd'hui j'allais avoir tel cours, j'allais pouvoir travailler dans ce que j'aime. Puis ça, ça fait que ça a un impact dans l'ensemble des matières. Je vous le dis, ce n'est pas juste de venir pour la danse, mais de venir pour ça, ça a un impact en français, ça a un impact en science, ça a un impact en mathématique, peu importe. Je vois le temps passer, puis là c'est pour ça que je veux tellement dire de choses. Donc, impact direct, motivation, réussite des élèves, un autre investissement important de notre gouvernement.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, Mme la députée. Nous en sommes à la septième série d'interventions. Je cède la parole à M. le député de Jean-Lesage pour une période de deux minutes.

M. Zanetti : Merci, Mme la Présidente. Je veux revenir sur l'intervention du ministre tout à l'heure, là, au sujet du respect des contribuables. Puis je dois dire que ça prend du culot pas à peu près, aujourd'hui, là, pour être caquiste puis dire... donner des leçons de respect des contribuables. L'immense... La majorité du fardeau fiscal, une part démesurée du fardeau fiscal au Québec repose sur la classe moyenne parce qu'ils refusent de faire payer les banques, les multinationales étrangères, le monde qui ont du gros cash. Ça, c'est du respect des contribuables? Vous les écrasez, puis ils n'en ont pas pour leur argent autant que si on faisait payer ceux qui ont des milliards, ce qu'ils refusent de faire. C'est un dogme. Peut-être qu'ils défendent leurs intérêts de classe. Je l'évoque comme une hypothèse. Ce n'est pas une affirmation.

• (11 h 40) •

Mais il y a une autre affaire aussi. C'est que non seulement ils font reposer, et c'est un manque de respect total, la majorité du fardeau fiscal sur la classe moyenne, mais, en plus, ils gaspillent cet argent-là durement gagné, durement gagné, comme il le disait lui-même. Comment? SAAQclic, un demi-milliard d'argent durement gagné par du monde qui en arrache avec la crise du logement, qui ont la misère à payer l'épicerie. Pourquoi? Pour que les compagnies informatiques s'en mettent plein les poches puis qu'on se fasse avoir. Northvolt, on leur donne des terrains et on les achète. On leur a donné des centaines de millions de dollars de l'argent des Québécois. Ils font faillite. Ah! pour eux autres, il n'y a pas de problème, par exemple. Stablex, pour leur faire sauver 100 000 \$, on fait une loi spéciale pour exproprier une municipalité, alors que ce n'est pas la décision que les experts du BAPE disent qui était celle qu'il fallait qu'on prenne et qu'en plus on utilise des faux arguments. Ça, c'est du respect des contribuables? Non, Mme la Présidente. Ça, c'est un grave manque de respect des contribuables. La CAQ écrase la classe moyenne et elle ne lui

en donne pas pour son argent, parce qu'elle refuse d'augmenter les revenus de l'État de façon responsable en allant chercher l'argent où il est.

Conclusions

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le député. Donc, nous en sommes maintenant aux dernières interventions. M. le ministre, je vous cède la parole pour 10 minutes.

M. Bernard Drainville

M. Drainville : Oui. Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bien, écoutez, je ne ferai pas de commentaire très élaboré sur la dernière intervention du député de Jean-Lesage, là. Ça me rappelle le discours du parti communiste canadien marxiste-léniniste quand j'étais à l'université, dans les années 80, la lutte des classes, Mme la Présidente. Bientôt, il va nous parler du paradis qu'était l'Albanie. Mme la Présidente, je le laisse à ses interventions, à ses propos.

Je veux parler, en terminant, Mme la Présidente, des autres réalités qui sont importantes, des autres réalités scolaires qui sont importantes, et je veux, donc, aller au-delà de la question qui est posée ou de l'affirmation qui est faite par la députée de Bourassa-Sauvé, laquelle affirmation a lancé, donc, cette interpellation : L'avenir de nos jeunes mis à risque par les mauvaises décisions caquistes.

Mme la Présidente, j'ai parlé de beaucoup de choses dans cette interpellation et je veux terminer avec la laïcité. Je veux terminer avec le projet de loi n° 94. Et j'aimerais connaître, Mme la Présidente, la position du Parti libéral sur le projet de loi n° 94. Est-ce qu'ils sont favorables au projet de loi n° 94? Est-ce que la députée de Bourassa-Sauvé va nous dire, en guise de conclusion, si elle est d'accord pour que nous séparions très clairement l'État des religions, et en particulier l'école publique des religions, comme nous le proposons dans ce projet de loi? Je n'ai pas entendu le Parti libéral se positionner là-dessus. Est-ce qu'elle est favorable à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes soit une valeur fondamentale inscrite dans la loi, tel que nous le proposons? Est-ce qu'elle est d'accord pour que le visage soit à découvert en tout temps dans l'école québécoise, qu'elle soit publique ou privée, que ce soit pour le personnel scolaire ou pour les élèves? Est-ce qu'elle est d'accord pour que l'égalité hommes-femmes fasse partie de la mission des écoles et des centres de services scolaires, que ça fasse partie, que ce soit une obligation pour le personnel scolaire, que ce soit un devoir individuel, Mme la Présidente, y compris pour les élèves? Est-ce qu'elle est d'accord avec ça? Parce que c'est ce que nous proposons dans le projet de loi n° 94.

Est-ce qu'elle est d'accord, Mme la Présidente, pour que nous prenions des moyens concrets pour assurer la qualité de l'éducation, tel que nous le proposons par, par exemple, l'obligation pour les enseignants de présenter leurs planifications annuelles, par l'évaluation annuelle des enseignants, par la création de ce comité sur le maintien des services éducatifs ou sur le maintien de la qualité des services éducatifs?

Est-ce qu'elle est d'accord, Mme la Présidente, pour que les personnes qui travaillent dans notre réseau scolaire, pendant les heures de travail, affichent une stricte neutralité religieuse justement au nom de ce principe que les religions et l'État doivent être clairement séparés en tout temps dans les institutions scolaires publiques, Mme la Présidente? Est-ce qu'elle est d'accord avec ça? Est-ce qu'elle est d'accord pour que nous ayons un encadrement beaucoup plus strict sur la question des congés religieux? Juste au centre de services scolaire de Montréal, Mme la Présidente, il y a eu, c'est quoi, au-dessus de 3 500 congés religieux en l'espace de deux ans et demi dans une situation, dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre. Est-ce que c'est normal que les personnes qui disent avoir une religion ont plus de droits, plus de congés rémunérés que les personnes qui n'ont pas de religion? Est-ce que c'est normal, ça? Est-ce qu'elle est d'accord avec ça?

J'aimerais l'entendre là-dessus, Mme la Présidente, de la même manière que j'aimerais entendre le député de Jean-Lesage, le député de Jean-Lesage, Mme la Présidente, qui, je le rappelle, a déjà été très... très favorable à ce qu'on a appelé la position Bouchard-Taylor, hein, l'interdiction des signes religieux pour les personnes en autorité. Le député de Jean-Lesage était d'accord avec ça. Et, un bon jour, le parti Québec solidaire, auquel il s'est rallié, parce qu'on se rappelle qu'il était à Option nationale... Lorsqu'il s'est rallié à Québec solidaire, tout d'un coup, ses convictions ont changé sur la question des signes religieux. Est-ce que... Dans le fond de lui-même, là, est-ce que le député de Jean-Lesage pense encore que c'est une bonne idée que les personnes en position d'autorité ne puissent afficher leurs convictions religieuses? Il a déjà été d'accord avec ça. Est-ce que le député de Jean-Lesage, aujourd'hui, est d'accord avec le député de Jean-Lesage d'avant?

Est-ce que le député de Jean-Lesage, Mme la Présidente, est d'accord avec la position de Québec solidaire en matière de visage couvert? Je vous rappelle la position de Québec solidaire, Mme la Présidente, c'est... ils sont favorables au visage couvert, à moins d'exception. Mais la position de Québec solidaire, Mme la Présidente, je l'ai ici, mais j'étais surtout présent lorsqu'ils l'ont adoptée, c'est de dire : Tout est acceptable, tu peux te présenter à l'école, demander un service public, peu importe, avec le visage couvert, à moins que tu veuilles faire du prosélytisme ou que tu renonces à ton devoir de réserve. Évidemment, il y a toute la question de la sécurité. Ça, c'est déjà prévu qu'un enseignant qui enseigne la soudure porte un masque pour se protéger. Cela va de soi. Mais la position de Québec solidaire, c'est d'être d'accord avec le voile intégral, à moins que la personne ne fasse du prosélytisme. Est-ce que le député de Jean-Lesage est d'accord avec ça? Est-ce qu'il est d'accord avec la position de son parti ou est-ce qu'il va nous surprendre et renouer avec ses convictions passées lors du... de la discussion en commission parlementaire?

Alors, Mme la Présidente, ce sont des questions très importantes. Pourquoi ce sont des questions... Pourquoi ces questions sont-elles très importantes? Bien, c'est parce que, Mme la Présidente, nous avons, comme législateurs,

nous avons, comme responsables politiques, le devoir de nous assurer de la sécurité des élèves, de les mettre à l'abri de toute forme d'influence religieuse, de toute forme d'endoctrinement religieux dans nos écoles publiques au Québec, Mme la Présidente. Et ça, c'est l'engagement que nous avons pris comme gouvernement. Et nous sommes très conséquents et très constants sur cette question, Mme la Présidente, de la laïcité. On y croit, à la laïcité, parce qu'on pense qu'effectivement l'école, dans ce cas-ci, l'école doit être un espace où nous sommes tous égaux, peu importent nos convictions religieuses ou nos non-convictions religieuses. Nous sommes tous des citoyens québécois et nous avons tous le droit à notre liberté de conscience, y compris pour les élèves, Mme la Présidente. Le projet de loi n° 94, c'est ça qu'il veut établir.

Il veut également établir le fait que ce n'est pas acceptable, Mme la Présidente, que, dans des écoles du Québec, on entende parfois des personnes dire : Tu ne peux pas jouer à tel ou tel sport parce que tu es une fille. On n'accepte pas, Mme la Présidente, dans les écoles du Québec, que des élèves disent à leur enseignante féminine : Tu dois te comporter comme ma mère à la maison, tu me dois respect. Ce n'est pas acceptable. Ce n'est pas acceptable, Mme la Présidente, que, dans des écoles du Québec, on entende des élèves dire : À mort le gai!

Notre devoir, Mme la Présidente, notre responsabilité, c'est de mettre en place un cadre qui va faire en sorte que des valeurs aussi fondamentales que celles-là, l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect de toutes les personnes, peu importe leur orientation sexuelle... Notre devoir, c'est de mettre en place un cadre et, dans certains cas, oui, d'appliquer les sanctions lorsque ce cadre n'est pas accepté... n'est pas respecté. Ça, c'est notre conviction, Mme la Présidente, de la même manière qu'il n'est pas acceptable que des personnes se livrent à des activités religieuses ou à des prières dans les écoles publiques ou sur le terrain des écoles publiques. Alors, on y voit, Mme la Présidente, avec le projet de loi n° 94.

• (11 h 50) •

Et on va entamer les consultations dans quelques jours, et on a très hâte d'entendre, évidemment, les personnes qui viendront témoigner, et on a surtout très hâte d'entendre les représentants des partis politiques qui siègent ici, avec nous, dans cette Chambre. Est-ce qu'ils vont nous appuyer? Est-ce qu'ils vont bloquer? Est-ce qu'ils vont ralentir ou est-ce qu'ils vont nous accompagner pour assurer, justement, la protection des élèves du Québec et l'affirmation de ces valeurs sacrées que sont l'égalité entre les hommes et les femmes, la laïcité des institutions scolaires publiques, le respect de la langue française également, Mme la Présidente? C'est un aspect important, ça, du projet de loi. Quand tu travailles dans une école francophone, tu appartiens au personnel de cette école, tu entretiens... tu t'entretiens avec des collègues, ça doit se faire en français, tu t'entretiens avec des élèves, ça doit se faire en français.

Est-ce que la députée de Bourassa-Sauvé, qui va sans doute représenter son parti lors des travaux de cette commission... Est-ce qu'elle va nous appuyer? Voilà une occasion, Mme la Présidente. Dans quelques secondes, elle prendra la parole pour conclure cette interpellation. Est-ce qu'elle va nous instruire sur sa position par rapport au projet de loi n° 94? On va l'écouter avec beaucoup d'attention, Mme la Présidente. Merci.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, M. le ministre. Donc, je cède maintenant la parole à Mme la députée de Bourassa-Sauvé pour une période de 10 minutes.

Mme Madwa-Nika Cadet

Mme Cadet : Merci, Mme la Présidente. Mme la Présidente, si le sujet de mon interpellation était une question d'examen, là, bien, le ministre, il aurait échoué à plate couture, parce qu'il n'a répondu à aucune de mes questions. Il aurait eu un gros E un comme échec, comme l'état, là, de bien des infrastructures de nos écoles sur les territoires du Québec.

Le ministre, pendant les deux heures qu'on a passées aujourd'hui, s'est entêté à se pêter les bretelles sur d'autres sujets, à nous parler, là, comme il vient de le faire, là, du projet de loi n° 94, à s'étaler sur tellement d'autres sujets sur lesquels, manifestement, il était fier, parce qu'il n'est pas fier des coupures du réseau. Il n'est pas fier de l'état de nos infrastructures. Il n'est pas fier d'avoir demandé en catimini aux directions des centres de services scolaires, juste avant Noël, des coupures de 200 millions pendant le même exercice budgétaire. Les gens, ils n'ont jamais vu ça, là. Pas : Voici ce qui va arriver l'année prochaine, voici ce que... À l'inverse, ce que la CAQ a fait, ce que la CAQ fait, en passant, là, dans bien des dossiers, c'est de transmettre : Voici vos budgets pour la présente année puis voici... voici ce qu'on vous... on vous demande de nous redonner par la suite.

M. le ministre, il y a des élèves, là, qui sont là, qui s'en vont, là, mais qui doivent nous quitter pour poursuivre leur visite, là. C'est pour eux qu'on est là aujourd'hui. Ils nous ont écoutés avec attention, manifestement. Ils sont là. Ils doivent... ils doivent continuer leur parcours. Mais j'espère, là, que... M. le ministre, là, que, quand vous vous levez chaque matin, vous vous dites : Voici quelles sont les priorités du réseau — bye-bye — ...que c'est à eux que vous pensez ici, M. le ministre.

Une voix : ...

Mme Cadet : Bien, je vous crois, M. le ministre. Je vous crois. Mais ce que j'aurais voulu entendre aujourd'hui, là, c'est des réponses aux questions que moi, j'ai posées sur l'état de notre réseau. Puis, à l'inverse... Tu sais, là, par exemple, là, la députée de Hull, là, dans sa dernière intervention, nous a parlé des gains salariaux. On se rappellera qu'on parle de gains salariaux qui ont été accordés à l'arraché, là. Ça n'a pas été accordé, là, de... avec beaucoup de joie et d'allégresse de la part du gouvernement, là. Des gens ont dû se battre pour obtenir ces gains salariaux là.

Puis, pendant ce temps-là, je vous rappellerais aussi qu'il y a des étudiants dans... en enseignement qui attendent encore que leurs stages soient rémunérés, alors que le ministre, il avait ouvert la porte l'automne dernier. Donc, on ne... on ne se pétera pas les bretelles là-dessus, là.

Au niveau du PL 94, le ministre me fait rire. On s'entend, c'est le Parti libéral du Québec qui a fait inscrire dans la Charte des droits et libertés, là, dans la Charte des... Charte des droits et libertés de la personne, là, la charte québécoise, l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est une valeur libérale. C'est le Parti libéral du Québec qui a eu le courage de dénoncer. Donc, le ministre, il ne viendra pas nous faire la leçon sur le projet de loi n° 94 aujourd'hui. Puis on aura l'occasion d'y revenir la semaine prochaine, lorsqu'on sera dans la bonne tribune pour le faire, parce qu'aujourd'hui, là, moi, ce que je veux, c'est des réponses aux questions que j'ai posées.

D'abord, bien, je lui ai demandé de déposer le tableau un peu plus tôt, là. On n'a pas eu... Je n'ai pas su si le ministre allait bel et bien le déposer à la commission.

Une voix : ...

Mme Cadet : Parfait. Ensuite, sur les coupures, je lui ai demandé : Est-ce qu'il y en aura d'autres? Est-ce qu'il y en a... En fait, est-ce qu'il y en a eu d'autres? On va être en période de crédits, en période d'étude des crédits dans pas long, là. C'est sûr... Vous comprendrez, M. le ministre, qu'on élaborera sur cette question-là, parce que, quand on demande en cachette aux directions des centres de services scolaires des coupures à quelques jours de Noël, quand on leur demande en cachette des coupures additionnelles la veille du début de la semaine de relâche, là, bien, je n'ai pas l'impression qu'on est dans... que le ministre, il est très, très, très fier de ça.

Donc, c'est sûr que nous, on se demande : Elles sont où, les autres coupures? Parce que, quand une directrice de centre de services scolaire, là, la directrice du CSS des Premières-Seigneuries, elle se sent obligée de faire une vidéo pour son personnel puis de leur dire : Bien, écoutez, on est à la deuxième étape, ce ne sera pas facile, vous le savez, bien, on a des coupures, nous, dans notre centre des services scolaire, c'était 3,6 millions qu'on devait couper, mais là il y a un 2 millions supplémentaire qu'on est obligés d'aller chercher du plan de rattrapage, bien, ça, ce n'est pas des bonnes nouvelles. Puis, ça non plus, je n'ai pas eu de réponse à cette question-là. Je ne vous ai pas entendu, M. le ministre, nous parler de votre vision pour le plan de rattrapage, puis comment est-ce que vous êtes fier d'avoir demandé des sommes supplémentaires à aller chercher du plan de rattrapage à vos centres de services scolaires.

Vous nous dites : Ah! ce n'est pas un grand pourcentage, là, ce qu'on a demandé d'aller chercher de la part des centres de services scolaires, ce n'est pas grave, ça, c'est des petits montants. Mais, on s'entend, là, l'ensemble des gens du réseau sont venus nous dire : Bien, ces sommes-là, d'une part, elles font la différence, mais aussi elles touchent les services aux élèves directement.

Il y a une autre enseignante, il n'y a pas longtemps, qui m'a aussi interpellée, qui était d'ailleurs présente ici, à l'Assemblée nationale, qui disait : Moi, j'en fais un, programme — vous parliez de... justement, d'apprentissage du français, évidemment, j'en suis, je suis porte-parole, langue française — puis qui me disait : Moi, j'ai un programme qui permet un maillage entre des étudiants de Montréal puis des étudiants d'une autre région, avec un programme de correspondance, là, qu'ils puissent vraiment valoriser la langue française, le faire à l'écrit, apprendre à se connaître, tellement un beau programme. Dans vos coupures à vous, dans vos coupures caquistes, vous empêchez cette prof-là de pouvoir poursuivre ce beau programme là, alors qu'on s'entend, là, c'était d'ailleurs une recommandation du Commissaire à la langue française d'avoir ce type de mesure là mise en place par le gouvernement. Puis ce que vous faites dans vos coupures qui ne touchent pas les services aux élèves, bien, ça, c'en est un, exemple de mesure, de coupure qui va à contre-courant de vos propres objectifs, les objectifs que vous venez de nommer dans votre propre conclusion sur, justement, l'importance de... du vivre-ensemble puis de l'importance que tout le monde puisse partager notre belle langue commune.

Est-ce que c'est ça, c'est ça, l'objectif des coupures caquistes? Est-ce que c'est ça, les coupures qui ne touchent pas les services aux élèves? C'est ça, les questions que moi, j'ai posées aujourd'hui, M. le ministre. Quand j'ai une grand-maman qui se sent obligée de m'écrire puis de me dire : Moi, j'ai un enfant... j'ai un petit-fils avec des besoins particuliers, j'ai un petit-fils puis je le vois, qu'il n'aura pas les services dont il a besoin pour être capable, donc, de passer à travers ses années au sein du réseau, il y a un problème, M. le ministre.

Donc, oui, on a parlé du terme «spectaculaire» un peu plus tôt, mais ce qui est spectaculaire, je le répète, bien, d'abord, c'est le nombre de projets qu'on a mis sur pause. Vous dites : Ah! on n'a jamais déployé autant de projets. Mais ce qu'on a vu aussi, c'est qu'on n'a jamais eu autant de projets mis sur pause, jamais, jamais, jamais. Ça me dépasse, mais ça dépasse aussi des gens dans la population, qui se disent : Ce seront lesquelles, les prochaines promesses brisées de la CAQ? Ce seront lesquels, là, les prochains projets, là, que, là, on les a annoncés, on s'assure qu'ils sont là, on le sait, qu'ils vont être déployés, puis, oups! on n'est pas sûrs de les voir se matérialiser? Ce sont ça, les craintes des gens dans le réseau. Ce sont ça, les craintes des parents et des grands-parents, M. le ministre.

Sur le respect de la capacité de payer des contribuables, bien, M. le ministre, quand votre gouvernement nous a dit... quand votre premier ministre, là, nous a dit : C'est pour des journées comme ça que je fais de la politique, lors de l'annonce de Northvolt, est-ce qu'il a réfléchi à la capacité de payer des contribuables? Est-ce qu'il a réfléchi à quel point on a englouti de l'argent, de notre argent, de l'argent durement gagné de la part de l'ensemble des Québécois quand il a décidé de gaspiller les fonds publics dans Northvolt? Est-ce que vous êtes fier de ça, M. le ministre, à travers tout ça?

• (12 heures) •

Donc, aujourd'hui, là, moi, ce que j'aurais aimé, c'est que vous nous répondiez honnêtement, sobrement, puis que vous fassiez part des préoccupations que vous avez quant aux services aux élèves qui ne sont pas... qui ne

sont pas donnés, parce que, de bord en bord du Québec, dans l'ensemble de nos régions, quand les gens se disent : Bien, la CAQ nous avait promis que la priorité des priorités pour eux, là, ce serait l'éducation, bien, ce n'est pas ça qu'ils voient. Ce qu'ils voient, là, aujourd'hui, là, c'est ce dont j'ai parlé. Ils voient des infrastructures qui sont en décrépitude. Puis là vous disiez tantôt : Il n'y a pas d'intervention divine, il n'y a pas d'intervention politique. Bien, je m'excuse, là, elles continuent de tomber en ruine, nos infrastructures. Puis on aura beau avoir les plus belles écoles du monde dans quelques-unes de nos circonscriptions... Puis vous êtes venu dans la mienne. Je suis très fière d'avoir une de ces écoles, M. le ministre. Mais ce dont on a besoin pour l'ensemble du Québec, c'est que ces projets de construction là puis de rénovation, ils continuent de se poursuivre, parce que tous nos élèves en ont besoin.

Quand vous nous dites : Bien, les coupures, ça touche... ça ne vient pas toucher les services... Mais, on s'entend, là, de ce qu'on sait, là, c'est 600 \$ par élève de moins qui est donné à ces élèves-là. Et ça, c'est en cours d'année 2024-2025, là. Ça fait que ce sera quoi en 2025-2026? Donc, on s'attend dans les crédits, M. le ministre.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup, Mme la députée. Donc, merci à tous.

Compte tenu de l'heure, je lève la séance, et la commission ajourne... ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux au jeudi 10 avril 2025, après les avis touchant les travaux des commissions, où elle entreprendra un autre mandat. Alors, bon vendredi à tous.

(Fin de la séance à 12 h 02)